



MENSUEL. LE NUMERO: 2 F.

N° 119 SEPTEMBRE 1972

Sommaire

LA GREVE DES DOCKERS

(Grande-Bretagne)

CLASSE OUVRIERE CONTRE CAPITAL

"Ce n'est pas avec Ford que ça ne va pas en Grande Bretagne, mais avec le pays tout entier" (déclaration de Henry Ford, après la grève de 9 semaines de toutes les usines Ford anglaises, février-avril 1971).

Le capitalisme en Grande-Bretagne a des difficultés qui appartiennent certes au capitalisme mondial, mais qui lui sont aussi bien particulières. Pendant le dernier gouvernement travailliste (1) le problème de la balance des paiements internationaux s'est trouvé posé par suite d'un accroissement très grand des luttes, en grande majorité des grèves sauvages (c'est-à-dire déclenchées et organisées par la base et non reconnues par les syndicats). De plus ces luttes se sont terminées par des victoires et le gouvernement a essayé de freiner la hausse des salaires. Mais il ne pouvait combattre les grèves sauvages que par une réforme visant à accroître le pouvoir des syndicats sur la base. Lors des discussions avec les syndicats dans ce but, il n'y a pas eu d'accord, mais une sorte de compromis devant prendre effet en deux stades: pendant une année les salaires seraient bloqués et ensuite, les augmentations seraient sérieusement contrôlées. Le gouvernement travailliste a mis au point un document "In place of strife" (à la place des luttes) dans lequel il projetait une législation destinée à renforcer les syndicats pour encadrer la base. Les travaillistes et le ministre du travail, Barbara Castle, furent incapables de réaliser ce projet; de leur côté les syndicats étaient impuissants à endiguer les grèves sauvages et les hausses de salaires. Cela précipita la chute des travaillistes et de nouvelles élections.

(1) travaillistes (sociaux-démocrates) et conservateurs (équivalent de la coalition UDR-centre) ont occupé alternativement depuis 1945 le pouvoir politique au service du capital avec des solutions différentes selon les circonstances, mais fondamentalement identiques quant à leurs fonctions

La grève des dockers anglais	1
Grève à la Maison des Sciences de l'homme	6
1972 : Capitalisme et lutte de classe en FRANCE	8
Sabotage et contre planning	30
Reponse sur la critique de Marx et sur d'autres	31
Publications	33

En juin 1970, les conservateurs revinrent au pouvoir avec pour objectif de mettre en oeuvre une politique plus draconienne. Pour contraindre les patrons à moderniser les entreprises, ils cessèrent de verser des subsides de l'Etat aux entreprises en difficulté. Et pour essayer d'empêcher les travailleurs de résister aux conséquences de cette modernisation, ils forgèrent une loi destinée à briser les grèves sauvages: l'Industrial Relations Act (loi sur les relations sociales). Ils ne faisaient d'ailleurs que reprendre ce que les travaillistes avaient mis au point. Le but de la loi c'était finalement de renforcer le rôle des bureaucraties syndicales.

En apparence la gauche traditionnelle (Labour Party -parti communiste-, Trade Unions, groupes léninistes ou anarcho-syndicalistes) était contre le projet. Elle se rendait bien compte qu'il était dirigé contre les grèves sauvages; mais toute la lutte de ces partis, ou syndicats visait aussi à renforcer le pouvoir des syndicats. Cet objectif politique était identique pour les sociaux-démocrates parlementaires (Labour Party ou parti communiste) ou les autres groupes visant à transformer les syndicats en syndicats révolutionnaires. Tout revenait à une question de tactique: comment assujettir le mouvement ouvrier à leur projet de gestion du capital, donc comment supprimer les grèves sauvages en tant qu'expression de l'action autonome d'une classe. Ils divergeaient quant aux méthodes pour atteindre ce but. Les bonzes syndicaux déclaraient: "laissez-nous faire, on s'en

fait dans le capitalisme. Cela peut donner une idée de ce que serait un gouvernement de "gauche" de rechange venant au pouvoir en France. Les travaillistes ont été au gouvernement de 1945 à 1951 et de 1964 à 1970, les conservateurs de 1951 à 1964 et de 1970 à ce jour.

chargera nous-mêmes avec l'appareil dont nous disposons" (et les groupes léninistes ou syndicalistes appuyaient finalement cette position). Le gouvernement répliquait: "vous avez échoué, donc il faut mettre en place des formes différentes pour parvenir à nos buts". C'est le gouvernement qui avait raison. Les syndicats n'avaient pu, en raison de la combativité de la base remplir leur fonction primordiale dans le capitalisme moderne: maintenir le prix de la force de travail tel qu'il est fixé dans l'intérêt du capital.

Au cours des années précédentes, les augmentations de salaires qu'avait dû consentir le patronat britannique, atteignaient des taux de 15 à 20%. Elles étaient une menace au développement du capital en Grande Bretagne qui devait faire de plus, des efforts particuliers pour se mettre au niveau du développement technologique mondial. Cette adaptation était, comme pour tout capitalisme une nécessité absolue et il lui aurait fallu toujours plus de profits pour assurer les investissements nécessaires à cette modernisation permanente. En même temps, il lui fallait avoir une main d'oeuvre plus mobile, plus contrôlable, et moins capable de s'organiser pour combattre. Les augmentations élevées de salaires n'ont pas permis de dégager suffisamment de profits et les luttes contre les fermetures d'entreprises ont freiné la transformation des entreprises.

La grève de toutes les usines Ford anglaises (février-avril 1971) montrait que les projets des conservateurs ne changeaient rien quant à la combativité et à l'organisation des luttes. Mais à peu près au même moment (janvier-février 1971) l'échec de la grève des postes put laisser croire que l'opposition au gouvernement conservateur resterait politique, et que celui-ci pourrait ainsi parvenir à ses fins. La lutte de classe ne s'engage pas sur des intentions, sur des projets, ou même sur des lois existantes, mais sur des réalités bien concrètes quand l'effet de ces mesures s'est matérialisé dans la condition prolétarienne quotidienne. Gouvernement et syndicats s'étaient en quelque sorte coalisés pour que la grève des postes puisse passer pour la réussite de la mise en oeuvre du plan de redressement du capital en Grande Bretagne: blocage des salaires, refus d'aide aux entreprises en difficulté (donc licenciements) loi sur les relations sociales, pour briser les résistances à cette politique.

LA GREVE DES MINEURS ET LE MOUVEMENT DES OCCUPATIONS.

Nous ne nous étendrons pas sur ces deux mouvements. (2) Soulignons seulement qu'ils se produisirent avant le vote de l'Industrial Relations Act (I.R. Act: loi sur les relations sociales). Le fait que la grève des mineurs fut soutenue par le syndicat (voir ICO N° 114 - février 1972) ne doit pas faire illusion; par son auto-organisation, et par les ramifications innombrables des mouvements effectifs de solidarité, cette grève représente une situation entièrement nouvelle dans les luttes du prolétariat anglais.

Le mouvement des occupations, s'il s'amorça dans des luttes contre des licenciements (voir ICO

(2) nous préparons une brochure sur la lutte de classe en Grande-Bretagne qui englobera tous les aspects essentiels de ces différentes luttes.

N° 112-113- décembre 1971) s'étendit à toutes sortes de grèves; cette méthode de lutte n'avait jamais été utilisée au cours des 25 années écoulées qui avaient pourtant vu de nombreuses grèves sauvages, et l'occupation d'usines - le sit-in fut projeté brusquement sur le devant de la scène.

Ces deux événements: grève des mineurs et mouvement des occupations, marquent une transformation qualitative fondamentale.

I.I.R. Act - LA GREVE DES CHEMINS DE FER et LA GREVE DES DOCKERS.

"La conduite de ces hommes, comme elle apparaît maintenant, va bien au-delà de ce qui peut être résolu par la condamnation à des amendes" Le Président du Tribunal des Relations Sociales (N.I.R.C.) The Times 15/6/72.

L'I.R. Act fut définitivement voté au moment où se déroulait la grève des mineurs. Il ne put lui être appliqué et le premier conflit de taille à l'étranger fut celui des chemins de fer.

La loi sur les relations sociales est un véritable monument: tous les conflits surgissant au cours du travail sont soumis à des règles très strictes touchant les rapports employeurs-travailleurs-syndicats-gouvernement; le contrôle de l'application de ces règles est assuré par un tribunal spécial: National Industrial Relations Court (N.I.R.C.) dont les "injonctions" devaient être obéies sous peine d'amendes, voire de prison. Pour se mettre en grève, il faut un ordre syndical de grève, et il faut franchir toute une série d'obstacles divers dont le but évident est de mettre en oeuvre tous les moyens possibles et imaginables pour empêcher la grève d'éclater.

Il y a deux moyens de rendre une telle loi inopérante, et ces deux moyens concernent la lutte de classe et ab solument pas les organisations et les groupes qui ne peuvent mener de luttes pour réformer la loi. Les travailleurs peuvent respecter tous les délais et les obstacles franchis, déclencher la grève avec la même combativité que si la loi n'avait pas existé, c'est ce qu'ont fait les travailleurs des chemins de fer; mais ils pouvaient aussi ignorer complètement la loi et agir comme si elle n'existait pas; le rapport de forces rend alors les sanctions inopérantes; c'est ce qu'ont fait les dockers appuyés par tout le prolétariat anglais.

Ainsi une loi qui devait briser les grèves sauvages, c'est-à-dire la force présente du prolétariat anglais fut elle-même brisée à la fois par une grève légale et par une grève sauvage; le prolétariat anglais qui devait être "maté" réduisit ainsi à néant toute autorité du pouvoir politique et fit, sans l'avoir cherché, la démonstration la plus éclatante que le prolétariat en lutte est la seule force politique réelle capable de s'opposer au capital.

"Nous ne prenons pas nos ordres d'un juge. Nous exécutons des résolutions qui sont prises par la base et dûment mandatés par elle (Steer - secrétaire du comité non officiel des shop-stewards des dockers (+) -The Times 15/6/72).

"Le jugement du Tribunal ça ne vaut pas plus que du papier à chiottes" (un docker du piquet de grève devant les entrepôts de Midland Cold Storage - Times 8/7/72).

Ceux qui par idéalisme, rêvent d'un prolétariat révolutionnaire, ceux qui croient que les ouvriers dans leurs actions envisagent le changement de la société comme un but, seront profondément déçus. Il ne s'agit ici que de grèves pour les salaires pour la garantie de l'emploi, etc... Les ouvriers anglais n'ont pas pour but de changer la société mais la société change, qu'ils soient ou non conscients de cela, par les actes qu'ils font sur la base de leurs positions de classe, et ce qu'ils sont forcés de faire dans leur propre intérêt. Les ouvriers ne sont pas communistes ou révolutionnaires, ils sont simplement ouvriers, rien de plus, rien de moins, lorsqu'ils viennent en conflit avec l'ordre existant, et non parce qu'ils se proposent d'établir un autre ordre social.

Pendant des années, les dockers anglais, dans de grandes grèves, ou dans toutes ces luttes quasi-quotidiennes, ont montré leur résistance au capital. Luttés réformistes, ou catégorielles, diront certains. Sans aucun doute, les dockers avaient pu obtenir, dans une période où leur rôle était beaucoup plus vital pour l'Angleterre, des garanties importantes d'emploi et de salaires. Mais la lutte capital-travail, ne cesse pas tant qu'existent l'exploitation du travail et la recherche du profit. La situation "privilegiée" des dockers était un obstacle à la modernisation du capitalisme dans ce secteur industriel et les entreprises de transport essayèrent par tous moyens, de tourner les conventions qu'ils avaient dû reconnaître à un moment donné. Cela commence par le développement des ports "non enregistrés" (c'est-à-dire dans lesquels les patrons n'étaient pas tenu d'appliquer le statut des dockers aux ouvriers qui y travaillaient); cela se développa dans ce qu'on a appelé "la révolution des conteneurs" qui permettait, tout à la fois, d'accroître la productivité, d'assurer une sécurité plus grande du transport, et d'échapper au travail des dockers enregistrés.

Le nombre des dockers dégringola rapidement ces dernières années de 57.000 en 1967 à 42.000 en 1972, et dit-on 25.000 en 1980; à Londres en 7 ans, 10.000 dockers ont disparu sur 24.000. Parallèlement, s'est accru le nombre d'ouvriers employés à des tâches autrefois confiées aux dockers, mais bien sûr avec des avantages bien moindres.

(+)shop-steward: délégué d'atelier élu le plus souvent à mains levées par les travailleurs d'un atelier et révocable à tout moment par eux. Il est toujours membre d'un syndicat, mais il est essentiellement sous le contrôle de la base et très éloigné des bureaucrates.

La lutte des dockers contre le capital n'était pas dans leur tête, mais dans leur porte-monnaie. La base de leur lutte n'était pas un idéal, mais des choses très matérielles. Leur sentiment d'être victimes d'une injustice (et de fait, les patrons reniaient leur parole) les conduisirent à une défense étroite de leurs avantages professionnels et même parfois à des combats plus douteux (par exemple le soutien d'une partie des dockers de Londres au député conservateur raciste Enoch Powell(1)). La lutte de classe est ainsi faite qu'une catégorie se trouve conduite à défendre ce qu'elle a conquis une fois sur le capital contre d'autres catégories, contre d'autres travailleurs. Cette lutte n'est pas une chose abstraite de construction harmonieusement édifiée, mais la complexité et l'entremêlement de situations pratiques telles qu'elles sont créées par le capital. Ces imbroglios ne sont pas dépassés par l'idéalisme la réflexion, etc... mais par la lutte elle-même. Dans cette grève catégorielle des dockers, on voit s'affronter âprement deux catégories de travailleurs: les uns ayant conquis des avantages et voulant les garder à tout prix, les autres ayant peu d'avantages et ne disposant pas de la force pour en obtenir plus; et pourtant c'est cette grève qui va détruire pendant un moment toute autorité du pouvoir politique et faire sauter une loi qui est l'édifice central de toute l'action d'un gouvernement.

LA VERITABLE GREVE DES DOCKERS : Le "BLACK-KING" DES DEPOTS DE CONTENEURS.

Il serait trop long d'évoquer toutes les péripéties d'un conflit qui se déroule sur plusieurs années. Ce qui est évident actuellement mais que les dockers ont appris peu à peu de l'expérience de leur lutte, c'est qu'ils n'ont rien à espérer du syndicat des transports, le puissant T.G.W.U. (Transports and General Workers Union): ses dirigeants cherchent à s'adapter à la situation et ont d'avance sacrifié les dockers à l'évolution du capital, moyennant quelques aménagements pour permettre à ceux-ci d'amortir le choc.

Ces dernières années, les dockers ont compris, notamment devant la prolifération des conteneurs, qu'ils sont seuls. Leur méthode d'action est simple: ils refusent de manipuler les conteneurs des sociétés qui refusent d'employer des dockers à leur chargement. Ceci tout au moins dans un premier stade qui dure depuis des mois, voire plus d'une année. Au cours de la lutte qui va se développer à partir de février 1972, ils installeront peu à peu des piquets autour des dépôts de conteneurs (qui se trouvent parfois à l'intérieur des terres), pour empêcher tout mouvement des conteneurs. C'est ce qu'on appelle le "blacking", de black: mettre sur une liste noire. Au moment où l'I.R.Act est voté et où s'installe le tribunal des relations sociales (N.I.R.C.) c'est à Liverpool que ce blacking est le plus efficace. Un coup d'oeil sur la carte ci-contre montrera pourquoi les affrontements les plus violents se sont déroulés dans la région de Liverpool, de Hull, et de Londres. Mais à une époque où les transports maritimes sont en révolution, empêcher le développement des ports et des dépôts de conteneurs, c'est bloquer la

(1) voir sur ce problème des luttes dans des secteurs "arriérés" la discussion dans ICO sur les occupations d'usines, N° 114-février 1972 et suivants.

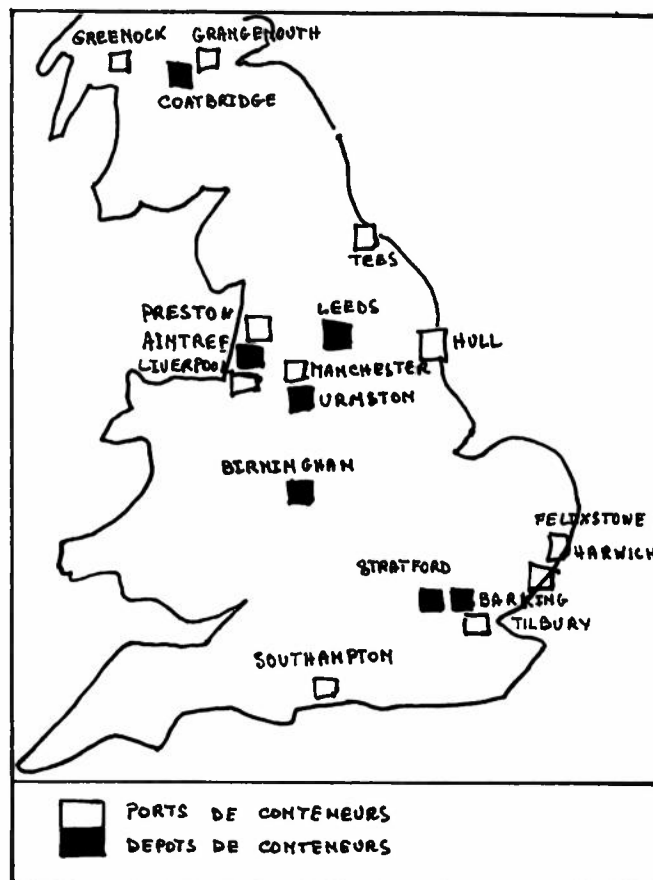
modernisation d'un secteur vital du capital en Grande Bretagne (une société anglaise victime de ce blacking prolongé des dockers de Hull a dû installer ses dépôts au Danemark). Dans cette grève qui prend une telle dimension un premier problème essentiel se pose quant à l'application de l'I.R.Act. Qui est responsable devant la loi? Deux organismes existent: l'un est légal, reconnu, c'est le T.G.W.U., le syndicat des transports. L'autre est illégal et n'est pas reconnu ce sont les comités des shop-stewards des dockers, dans chaque port, regroupés dans un comité national: le National Joint Shop-Stewards Committee. Enfin, il y a la base, les dockers, qui en général suivent et quelquefois précèdent le comité des shop-stewards, mais ne suivent jamais les dirigeants du syndicat. Voici comment raisonne Sir John Donaldson le Président du Tribunal N.I.R.C.: "Le syndicat fonctionne normalement avec des dirigeants appointés et c'est un bon système pourvu qu'il fonctionne dans le cadre de la loi. Si un shop-steward individuel ne se soumet pas à la loi, alors il n'est pas suffisant que le syndicat lui notifie d'avoir à la respecter. Le syndicat doit s'assurer qu'il le fait ou bien alors lui ôter ses responsabilités. Si cela se passe ainsi, alors il n'y aura pas de poursuites, car le syndicat aura fait de son mieux."

Comme le "blacking" se développe notamment à Liverpool, et que des plaintes commencent à affluer devant le tribunal, en vertu de cette doctrine, le N.I.R.C. condamne le TGWU en mars à 55.000 livres d'amende (70 millions d'anciens francs, environ).

Le fossé qui sépare les shop-stewards et la base de la bureaucratie syndicale peut se mesurer au fait que cette condamnation ne fait ni chaud ni froid aux dockers. Au contraire des émissaires du comité shop-stewards de Liverpool se répandent dans les ports du Sud et de l'Est de l'Angleterre pour étendre le "blacking". Celui-ci s'étend effectivement et efficacement non seulement comme nous l'avons vu aux ports, mais aux entrepôts des conteneurs eux-mêmes; si bien que de nouvelles plaintes sont déposées en mai devant le N.I.R.C. On comprend que les dirigeants syndicaux, en réponse au président du tribunal déclarent que: " Si les shop-stewards, en tant que représentants élus de la base sont chassés de leurs postes, le fossé entre la direction syndicale et ses membres s'élargira et détruira tout le pouvoir dont les syndicats peuvent encore disposer" (Observer -30/4/72).

Le 9 mai, Jack Jones, secrétaire général du TGWU déclare: " Le syndicat affirme que toute action illégale de ses shop-stewards aux docks de Liverpool est faite sans son autorité et contre les règles syndicales." Et un avocat du syndicat ajoute: " il serait naïf de suggérer que le syndicat puisse faire quelque chose pour arrêter le "blacking" de Liverpool. Les shop-stewards n'obéiront pas".

Tout ce que peut faire un appareil c'est de respecter la loi, car s'il ne le fait pas, la loi peut l'atteindre, et il ne dispose d'aucun moyen contre elle, en dehors des moyens légaux. Le TGWU décide donc de payer l'amende



et pour respecter la loi, donne en même temps l'ordre dérisoire de stopper le "blacking".

Le seul résultat de cet appel à rentrer dans l'ordre, c'est un désordre accru: le "blacking" s'étend à Hull où il est voté par 1700 voix contre 20, et à Londres. Le 27 Mai, il est appliqué rigoureusement à plus de 100 sociétés de conteneurs. Les plaintes redoublent devant le Tribunal des Relations Sociales; une de ces plaintes déposée le 9 juin cite nommément 4 shop-stewards des dockers de Londres, et ceci à la requête des deux responsables des chargeurs de conteneurs, plus ou moins manipulés, mais effectivement privés de travail par le piquetage du dépôt où ils sont employés à charger les conteneurs; dockers et chargeurs, qui s'affrontent ainsi devant le Tribunal et se dénoncent nommément, sont membres du même syndicat: TGWU.

Cette plainte contre des shop-stewards n'est pas l'affaire du hasard. Le 13 juin, providentiellement, la Cour d'Appel casse le jugement du Tribunal des Relations Sociales, condamnant les syndicats, et déclare que les syndicats ne sont pas responsables des shop-stewards; on leur remboursera leur amende. Mais, si le syndicat n'est pas responsable, c'est que les shop-stewards le sont et qu'ils peuvent être poursuivis. Mais les shop-stewards, appuyés sur la base des dockers, n'ont pas les mêmes raisons que le syndicat organisme officiel, d'aller se présenter devant le Tribunal. Tout simplement, ils refusent de se rendre à la convocation et le Tribunal ne peut rien faire d'autre que d'ordonner le 15 juin, leur arrestation, pour outrage à magistrat. Immédiatement, la grève sauvage éclate dans tous les docks, et dès le soir, elle est totale dans tout le port de Liverpool. Le 16 juin, l'ordre d'arrestation

est annulé avant même d'avoir été exécuté par la Cour d'Appel, sur intervention de l'Official Solicitor (personnage chargé devant un tribunal de la protection des justiciables) mais sans que les dockers se soient dérangés ou aient sollicité qui que ce soit d'intervenir. Il est bien évident que le gouvernement et le patronat n'avaient pas d'autre issue pour éviter un conflit très grave que de renier ainsi sous la pression de la lutte de classe, toute leur autorité.

Mais cet affrontement violent évité, rien n'a été résolu et le "blacking" continu de plus belle, d'où de nouveaux appels devant le Tribunal. Le conflit à la base entre dockers et chargeurs de conteneurs s'envenime, aggravé par l'appétit avec lequel les dockers s'enferment dans leur défense catégorielle. C'est par cette faille que gouvernement et patronat pensent qu'ils pourront s'introduire pour briser à nouveau le mouvement. Le 17 juillet, le Tribunal des Relations Sociales, sur plainte de la société Midland Cold Storage (société de conteneurs victime du "blacking") enjoint à 7 shop-stewards des dockers de Londres, d'arrêter le "blacking" du dépôt de Ackney Store: les 7 ne se dérangent même pas. Le 20 juillet, les camionneurs et les chargeurs de conteneurs, établissent des piquets dans tout le port de Londres, pour protester contre le "blacking" des dockers. Le 21 juillet, 5 responsables des dockers de Londres, sont arrêtés et incarcérés à la prison de Pentonville pour avoir désobéi à un ordre de la Cour.

Immédiatement tout change. Les camionneurs et les chargeurs se joignent aux dockers dans une grève spontanée qui bloque les ports de Londres, de Liverpool, de Hull, etc.; le soir même de l'arrestation, les imprimeries cessent le travail à Londres et les journaux ne paraissent pas; les bus ne roulent plus; l'aéroport de Heathrow est bloqué, etc... Les jours qui suivent, le mouvement s'étend dans la métallurgie, dans les mines... Une manifestation et des bagarres ont lieu devant la prison de Pentonville. Le 26 juillet, toujours sur intervention de l'Official Solicitor devant la Cour d'Appel, l'ordre d'arrestation est annulé et les dockers sont libérés. En même temps, la Chambre des Lords casse le jugement de la Cour d'Appel et déclare à nouveau que les shop-stewards ne sont pas responsables, mais que ce sont les syndicats qui doivent être déclarés responsables de tous ces troubles pour ne pas se faire obéir de leurs troupes.

Une nouvelle fois, la solidarité de tout le prolétariat a fait table rase de tout l'édifice légal et détruit toute autorité.

LA GREVE DU SYNDICAT TGWU

Comme le "blacking" continue la seule ressource qui subsiste pour tenter de briser le mouvement de base c'est le déclenchement d'une grève générale des dockers contrôlée par le syndicat. Le préavis de grève a bien été déposé depuis le 5 mai, mais l'ordre de grève a toujours été reporté, la dernière fois le 15 juin pour 6 semaines (le siège du syndicat a été à ce moment attaqué par 500 doc-

kers et a dû être délogé par la police pour libérer les bonzes syndicaux). C'est seulement fin juillet, alors que tout a échoué pour faire rentrer les dockers dans le rang et que deux grèves générales ont failli éclater, que le syndicat donne enfin l'ordre de grève.

Cette grève va durer trois semaines. Elle verra s'affirmer des caractères particuliers et nouveaux qui sont déjà apparus au cours de la grève des mineurs quatre mois plus tôt:

- les "piquets volants" qui vont se répandre partout sous le couvert de la grève officielle, tissant par delà l'efficacité des liens étroits et horizontaux entre travailleurs en lutte.

- la solidarité effective des autres travailleurs : déjà le dépassement de la lutte lors de l'arrestation des 5 dockers de Londres avait montré que les conflits particuliers dockers-camionneurs-chargeurs se trouvaient dépassés dans une unité retrouvée dès que le conflit de classe débouchait par sa logique propre dans un affrontement politique plus large. Au cours de la grève des mineurs, on avait vu se créer ainsi une véritable force ouvrière face à la police, et l'affrontement menaçait de dégénérer en une véritable bataille sociale. Au cours de la grève des dockers, dans un port particulier sur la rivière Trent, près de Hull, le 13 Août, plus de 500 policiers durent être mobilisés face aux piquets de grève des dockers; les 6000 ouvriers d'une usine sidérurgique voisine décidèrent alors le "blacking" de tous les camions qui auraient brisé les piquets des dockers.

Dans la fin de la grève, on retrouve, à la différence de la grève des mineurs, la fin classique des grèves brisées par le syndicat. Sans doute les discussions entre les bonzes syndicaux et les dirigeants patronaux avaient permis d'apporter aux mineurs des aménagements importants (augmentation des indemnités de départ, majoration des retraites, paye totale en cas de non travail). Mais tout le mouvement des dockers dépassait finalement ces aménagements de détail; leur lutte avait déjà été beaucoup trop loin sur le terrain de l'affrontement politique avec le pouvoir pour qu'ils puissent considérer qu'elle devait cesser sur un simple agrément entre deux dirigeants. C'est sans doute cette situation qui amena le syndicat à brusquer la fin de la grève par des méthodes bureaucratiques (reprise du travail décidée par le comité des délégués syndicaux et non par un vote de la base comme dans la grève des mineurs). La réaction des dockers envahissant la salle des délégués, en expulsant les journalistes et frappant les dirigeants syndicaux ne pouvait pourtant pas empêcher que la grève ne se termine quelques jours plus tard. La fin de la grève syndicale ne marquait pas pour autant la fin du mouvement, car rien n'avait été résolu, et les dockers étaient décidés à continuer la lutte à la base par les mêmes méthodes qu'ils avaient utilisées jusqu'alors.

"NOTRE DEFAUT, C'EST NOTRE MODESTIE, NOTRE CONSERVATISME, NOS LIMITES OBJECTIVES (1),

la manière dont nous acceptons le rôle qu'ils veulent nous faire jouer. Nous n'avons pas conscience de notre force immense. Quand nous nous en rendons compte, nous avons peur de nous en servir. Et pourtant tout leur système pourri ne tient que par notre travail, parce que nous suons sang et eau pour que d'autres nous mangent la laine sur le dos. Beaucoup trop d'entre nous acceptent leurs valeurs et leurs priorités. Beaucoup trop se laissent prendre à leur bavardage sur la "démocratie" ne comprenant pas que c'est seulement la démocratie pour eux. "Nous avons tous des droits égaux" comme dirait un éléphant dansant avec des poulets. Toutes leurs institutions protègent cette sorte de démocratie.

Regardons plus loin que le bout de notre nez. Si nous pouvons nous mobiliser maintenant, pourquoi ne pourrions-nous pas nous mobiliser pour des choses plus importantes. Pourquoi ne pas utiliser ce pouvoir que nous exprimons maintenant pour atteindre tous nos objectifs?

Pourquoi nous arrêter à la libération des dockers? Ils pourront être mis en taule une autre fois. Pourquoi demander la révocation de l'I.R. Act? Il pourra être remis sur pied plus tard, à tout moment. Est-ce un but de remplacer un gouvernement conservateur par un gouvernement travailliste (qui avait une loi semblable dans ses poches)? Pourquoi les travailleurs n'essaient-ils pas d'organiser toute la société par eux-mêmes et pour eux-mêmes?

Essayons de retrouver la vision d'un nouveau monde sans travail salarié et sans parasites sans tribunal des relations sociales, sans huissiers, sans Official Solicitors, sans presse pourrie, sans policiers et sans juges, sans dirigeants ou exécutants. Ne nous en remettons qu'à nous-mêmes. Nous n'avons rien à perdre que nos chaînes. Nous avons CE monde à gagner.

(1) cette conclusion est celle d'un tract du 23 7/72 diffusé à Londres par le groupe SOLIDARITY (London) au cours de la grève des dockers.

LA GREVE DE LA MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME

La Maison des sciences de l'homme et son personnel

La M S H, est une fondation privée, recevant d'une main une subvention de l'Education nationale, couvrant l'essentiel des dépenses (personnel et fonctionnement) et de l'autre, des crédits américains d'origines diverses.

Elle héberge dans un même lieu le plus grand nombre possible de centres de recherche en sciences humaines.

Elle offre des services généraux : gestion administrative, bibliothèque, documentation, informatique, reprographie etc...

Ainsi le bâtiment ultra-moderne de la M S H a regroupé depuis 1969, de nombreux laboratoires en sciences humaines de la région parisienne appartenant au C N R S, et à l'Ecole pratique des hautes études (E.P.H.E.).

D'autre part ont été développés des services généraux gérés directement par la M.S.H. Ce sont ces services généraux qui étaient en grève.

L'organisme directeur de la M.S.H. est son Conseil d'administration qui fonctionne sous le contrôle à postérieur du Ministère de l'Education nationale. L'administrateur actuel est Monsieur Fernand Braudel.

L'ambiguïté du statut de la M S H, entreprise privée, financée par des fonds publiques, se manifeste dans le fait que certaines instances relèvent du droit privé. Comité d'entreprise, délégués du personnel, inspection du travail, régime de retraite privé... et d'autres relèvent de la fonction publique, le personnel étant payé selon une grille de salaire du C N R S appliquée aux I T A (ingénieurs, techniciens, administratifs,) grille dont la hiérarchie reproduit la hiérarchie du diplôme et se voit soumis aux règles des Commissions paritaires comme au C N R S.

Qui était le personnel en grève?

Il appartenait à deux sortes de services.

Des services spécialisés d'aide directe à la recherche :

Un Centre de "Mathématiques appliquées et de calcul"

Un Service d'échange d'informations scientifiques

Une Bibliothèque des sciences de l'homme coordonnant un fonds commun d'ouvrages et

Des Services en quelque sorte , hôteliers, assumant les tâches d'entretien et de fonctionnement de la maison: service courrier, cafétéria, parking, entretien des locaux, services de reproduction de documents, coursiers...

En tout, les grévistes étaient une centaine, en majorité des femmes.

Comment se déroula la grève

La grève a pour origine la semaine nationale d'action du 2 au 9 mai 1972, lancée par les directions syndicales. A cette occasion se sont tenues plusieurs assemblées générales, au cours desquelles les personnels ont constaté qu'une fois de plus, leurs véritables revendications n'étaient pas satisfaites et, qu'ils ne pouvaient pas compter sur les seules journées ou semaines nationales d'action pour gagner quelques choses.

Les revendications concernaient les petites catégories. Certaines d'entre elles ne sont pas nouvelles. Elles traînent en longueur depuis des années et c'est faute de les voir aboutir, à la suite d'actions ressenties comme symboliques, que le personnel a décidé de passer à l'action locale, pour obtenir satisfaction.

Cette grève était un ras le bol, des petites catégories, appuyées solidairement par le personnel plus favorisé

L'essentiel des revendications était :

- Pas de salaire inférieur à 1.200 Frs par mois (20 % des effectifs sont dans ce cas)
- Pas de discrimination entre travail administratif et travail technique dans l'attribution des primes.

La question de la prime est d'autant plus scandaleuse que son taux est dégressif de 16 % de salaire annuel pour les hauts salaires, 8 % pour les salaires intermédiaires et des compensations de l'ordre de 4 % pour les petits salaires.

Les personnels exigeaient un taux minimum de 12 % et un plancher pour les plus petits salaires.

Durant l'A.G. du 8 mai, le principe du recours à une grève en cas d'échec des négociations était adopté à une forte majorité. Entre le 9 et le 16 mai, les délégués de personnel ont discuté plusieurs fois de ces revendications avec la direction de la M.S.H. sans rien obtenir sur l'essentiel. Devant ces refus, le personnel de la M.S.H. votait le 16 mai, à bulletin secret une grève reconductible 56 pour, 23 contre. Elle a été reconduite à la suite de chaque compte rendu de négociations jusqu'au 9 juin.

Comment étaient prises les décisions

Toutes les décisions importantes étaient prises en A.G. Les votes ont lieu à bulletin secret après discussion en A.G. Pour négocier, les délégations étaient élues périodiquement et mandatées par l'A.G. Un Comité de soutien a été constitué à l'appel du Comité de grève.

Déroulement de la grève

La grève a perturbé l'ensemble du bâtiment.

Le courrier n'a pas été distribué.

La bibliothèque a été fermée

Le téléphone et l'accueil occupés en permanence par le Comité de grève

Les vitrines de l'immeuble étaient couvertes de dessins, d'affiches qui récoltèrent pas mal de succès auprès du public.

Des grévistes sont allés dans différents centres de la région parisienne pour établir des contacts et des échanges d'information.

Le 9 juin, Fernand Braudel, donnait un compte-rendu de son entrevue avec le représentant du Ministère. Refus du Ministère devant nos revendications. F. Braudel se retranchant derrière cette autorité et, coupait court à toutes discussions et à toutes possibilités de négociations.

L'A.G. passait alors au vote pour la continuité ou non de la grève et à 59 voix contre 29, la reprise du travail était décidée.

Après la grève

Le personnel a repris le travail en exigeant la signature officielle des points acquis durant la grève : diminution des horaires des travailleurs en sous-sol, règlement de quatre cas en suspens depuis des mois. Le paiement intégral des jours de grève était admis pour les salaires inférieurs à 1.500 Frs., pour les autres, le principe d'une retenue de 4 jours était décidé par l'administration.

Depuis, celle-ci camoufle la repression sous des mesures de restructuration de la M.S.H., qui mobilise le personnel et qui laissent ouvertes les perspectives de lutte.

Formes d'action du personnel M. S. H.

Dans les moments importants de la lutte, l'action des personnels s'est toujours développée dans l'unité, sur la base d'Assemblées Générales.

Plusieurs organisations syndicales sont présentes dans l'hôtel : CGT-SNTRS, CFDT-SGEN-ITA, FEN-SNCS, FEN-SNES-SUP.

La section CGT-SNTRS, est majoritaire mais, n'est pas représentative des positions confédérales et a toujours fonctionné en accord avec la section CFDT-SGEN-ITA.

C'est le compte-rendu officiel...mais...traduire officieusement...: Ras le bol des grandes catégories appuyées solidairement par le personnel moins favorisé...

1972: CAPITALISME ET LUTTE DE CLASSE EN FRANCE

Cet article est en quelque sorte la suite de ce qui est paru dans le N° 100 d'I.C.O. (décembre 1970) sous le titre "Notes sur le capitalisme, la lutte de classe, les syndicats et les organisations en FRANCE". L'évolution du capitalisme et les luttes des années 1971-72 ont précisé les tendances qui déjà se dessinaient. En même temps, sont apparus d'autres faits relativement nouveaux en FRANCE. Le processus de transformation de la société capitaliste mondiale (branche occidentale et branche orientale) s'est accéléré; comme toujours, transformation et accélération sont à la fois le produit et la cause de l'évolution propre du capital et de la lutte de classe. La rupture de Mai 1968, en FRANCE, était une des manifestations de ce mouvement. Elle a, à son tour, fait éclater au grand jour beaucoup de choses qui jusqu'alors cheminaient plus ou moins souterrainement. Cette même accélération se retrouve dans les bouleversements de l'organisation économique mondiale et dans les secousses aussi diverses que profondes touchant toutes les structures de la domination du capital. On ne peut parler de "crise" au sens de celle de 1930 qui reste présente dans beaucoup d'esprits; d'un côté pourtant, on peut mesurer le désarroi visible des dirigeants auxquels se posent des problèmes aussi imprévus qu'essentiels; d'un autre côté, dans toutes les classes ou couches sociales, beaucoup prennent conscience que l'on ne peut plus continuer à faire les choses comme avant. Aucune des structures de la société présente ne peut plus servir à régler les simples problèmes de la vie de chacun. Tout bute sur des obstacles immédiats de sorte que toutes les luttes doivent affronter et d'emblée totalement la société capitaliste et en même temps chercher des formes autonomes d'action. Ainsi, à la crise globale de la société répond l'autonomie totale des luttes à la fois dans leur contenu objectif et dans leurs formes, mêmes épisodiques et transitoires. C'est de cet affrontement -qui ne peut manquer d'être violent- que se dégagera, au cours des péripéties que nul ne peut prévoir, le contenu d'un monde nouveau. Au cours de son développement et pour répondre à ses propres nécessités internes, le capital avait vu se développer des organes destinés à assurer son bon fonctionnement. Cela au prix le plus souvent de luttes sociales violentes. C'est ainsi que le suffrage universel et la démocratie politique bourgeoise, les syndicats et la grève générale politique, le parti "ouvrier" et la conquête du pouvoir politique (par la voie parlementaire ou celle du coup d'Etat) avaient pu apparaître à des moments historiques précis comme les étapes de l'émancipation ouvrière, comme les instruments d'une transformation de la société. Le prolétariat doit se donner aujourd'hui

pour assurer sa simple survie matérielle, des formes nouvelles de lutte, non parce qu'il veut une transformation de la société, mais parce que tous les autres moyens lui font défaut dans les moments cruciaux. Mais dans la mesure où ses luttes ne débouchent pas sur un mouvement généralisé à l'échelle mondiale, il sort de ces luttes des modèles que les capitalistes essaient (au prix de luttes politiques parfois violentes) de reprendre et d'installer sous leur contrôle, à coups de décrets venus d'en haut, bien sûr pour garder l'essentiel. C'est ce qui est advenu ces années écoulées de ce que l'on désigne suivant les milieux par les mots "autogestion" et "conseils ouvriers". Ces modèles, sous la forme d'un projet ou d'une réalisation de dirigeants, ne résolvent rien puisque le capital reste tout puissant. Le prolétariat doit alors, dans sa lutte pratique, aller plus loin être ainsi plus radical et seule cette lutte conduit à la disparition tout ensemble du capital, du travail aliéné, de toutes les formes diverses d'aliénation. Toute lutte, du prolétariat ou d'autres couches sociales qui reste, par son isolement, par son particularisme, à mi-chemin, ne conduit (au mieux et au pire) qu'à des réformes aggravant souvent le sort de ceux qui se sont ainsi battus pour les mettre en place. Il en est ainsi particulièrement de toutes les luttes de couches sociales non prolétariennes ou hors des lieux de production, quelque intéressantes ou révélatrices qu'elles soient, dans la mesure où elles ne sont pas prises dans le mouvement général du prolétariat.

LA FORCE REVOLUTIONNAIRE LA PLUS PUISSANTE, C'EST LE CAPITAL LUI-MEME

Nous ne voulons pas ici nous étendre sur les problèmes économiques, monétaires et politiques du capital, mais simplement faire ressortir que c'est la propre évolution et les contradictions du capitalisme dans le monde qui a détruit d'abord l'équilibre établi par la force des armes au lendemain de la guerre mondiale de 1939-1945.

Deux points caractérisaient le partage du monde entre les deux formes de capitalisme des superpuissances: USA et URSS :

- la domination totale économique, politique et stratégique sur les puissances capitalistes "vaincues", l'Allemagne et le Japon, ce qui signifiait en réalité la domination totale sur le prolétariat de ces pays brisés par le fascisme et par la guerre.

- la domination de type colonial sur les Etats compris dans les zones d'influence respectives, garantissant d'abord des sources d'approvisionnement en matières premières.

Pour pouvoir entraîner dans la guerre- ce qui lui était absolument nécessaire pour la faire et vaincre- leur propre prolétariat et les peuples dominés, ces deux capitalismes et leurs alliés durent se livrer à une intense propagande idéologique "libératrice". Ceci alors qu'au même moment, la guerre en elle-même, révélait leur incapacité de régler leurs problèmes de survie autrement que par une effroyable misère de ceux là même qu'elle prétendait défendre et "libérer"; de plus les revers militaires, qu'ils subirent tous pendant les années du début de la guerre, détruisaient le mythe de leur invulnérabilité et mettaient à nu la faiblesse d'un système basé uniquement sur la force; cette faiblesse était encore plus réelle car

forcés de tout concentrer dans leur effort de guerre, les capitalistes devaient transformer leurs moyens habituels de domination. C'était là, à la fois, les nécessités propres de la modernisation du capitalisme dans ses formes diverses nationales et la réponse aux luttes sociales.

Ainsi se trouvait enclenché dans le processus même de la guerre, dans la crise profonde des capitalismes qu'elle exprimait et dans les formes qu'elle prenait pour surmonter cette crise, un autre processus de rejet des formes antérieures de domination, aussi bien pour les prolétariats que pour les peuples colonisés. La hantise d'une révolution ouvrière, et les nécessités de la transformation profonde des capitalismes dans la guerre, amenèrent les capitalistes "vainqueurs" à répondre à ce mouvement social par des aménagements importants du mode de vie du prolétariat et des institutions mêmes de domination du travail dans l'entreprise. C'est ainsi que, même au cours de la guerre elle-même, la misère et la mort imposées aux travailleurs, furent masquées par toute une série de mesures "sociales". Ces mesures aboutissaient à enchaîner plus sûrement chaque prolétariat à son capitalisme national. Elles étaient le résultat des luttes antérieures et de la concurrence internationale nécessitant une augmentation de la productivité. On ne peut parler, ici comme ailleurs de "stratégie" du capital. Cela peut paraître ainsi après coup. L'octroi de telles mesures "réformistes", dont le résultat est le maintien de la toute puissance du capital, modifie les situations et relève d'une certaine stratégie (inspirée par certaines théories, par exemple celles de Keynes consistant en diverses manipulations économiques et financières pour le maintien du plein emploi). Elles répondent à deux buts: l'un bien défini, maintenir la paix sociale; l'autre plus ou moins inconscient et dissimulé, la destruction planifiée d'une partie du capital pour assurer la rentabilité du reste. Une telle "stratégie" n'existe que dans la mesure où les luttes de la classe ouvrière ont laissé intactes les forces vives du capital. La situation présente du capital mondial est là pour montrer que la lutte du travail contre le capital ne permet que des palliatifs vite émoussés et non une stratégie poursuivie au fil des ans avec une énergie inlassable.

Dans l'immédiat après-guerre, pour reconstituer leur puissance ou l'étendre, ces mêmes capitalismes, aux U.S.A., en GRANDE-BRETAGNE, en FRANCE, durent prendre des mesures identiques de "concessions sociales" à leur prolétariat. Dans le même temps les empires coloniaux d'avant 1939 connaissaient une poussée "libératrice". La transformation du mode de domination des ex-colonies était liée à la domination mondiale des U.S.A. Cet impérialisme imposait au monde capitaliste une conception capitaliste des relations avec les pays arriérés, sapant ainsi les dominations basées sur la conception coloniale ancienne du pillage pur et simple. D'un autre côté, pour développer au maximum la productivité, les capitalismes avancés ont même ramené la part des matières premières au niveau le plus bas possible d'où la recherche et la mise en oeuvre de produits de substitution (par exemple les plastiques). Cette situation fit que les capitalistes pouvaient laisser plus facilement tomber les formes de domination des pays arriérés et que ces pays, accédant à "l'indépendance" se trouvaient dans l'impossibilité d'utiliser valablement leur "libération" au développement complet des forces productives. D'où des conséquences économiques et politiques.

Bien que l'ensemble de ces faits soient beaucoup moins connus en ce qui concerne le capitalisme d'Etat russe, on peut considérer que ces mêmes forces agissent tant dans le prolétariat russe que dans les peuples qu'il dominait sous une forme semi coloniale. La persistance du stalinisme ne fit que masquer une réalité qui éclata au grand jour après la mort du tyran en mars 1953 dans une série de transformations internes économiques et politiques et de violents soubresauts dont la crise yougoslave en 1948 n'avait été que le signe avant coureur.

Au moment où leur était imposée cette mutation dans les modes de domination coloniale, au prix de sérieuses secousses, les capitalismes devaient également modifier, leurs structures de production et accroître le coût de leur main d'oeuvre. On pourrait penser que l'accroissement de ce coût du travail impliquait l'abandon d'une part de plus value et une baisse de profit. Mais l'énorme accroissement de la productivité

a permis, jusque dans les années 60 au capital d'adapter un taux d'exploitation déterminé à un niveau nouveau des forces productives et de la combativité ouvrière. C'est-à-dire finalement de maintenir le taux de profit par une croissance de la plus value plus rapide que celle du capital constant. Il n'en est plus de même depuis les années 1960; s'il n'y a pas crise, il y a des difficultés de réajustement liées au fait que le capital, étendu à l'échelle planétaire n'a plus les possibilités de manoeuvre dont il disposait antérieurement. Les états capitalistes "vainqueurs" de la dernière guerre devait ainsi consacrer des parts importantes de leur prolét national à maintenir leur domination mondiale, à faire des concessions à leur prolétariat et aux peuples qu'ils dominaient, et à se protéger contre leurs empiètements mutuels. Ce faisant, ils assuraient aux "vaincus", essentiellement l'Allemagne et le Japon, au nom de cette même domination, les conditions mêmes d'une exploitation maximum, donc d'un développement extraordinaire du potentiel industriel et de la productivité, et d'une accumulation maximum de capitaux. Ces deux capitalismes "dépendants" sont aujourd'hui les plus puissants destructeurs de la domination impérialiste des U.S.A. Ils minent ce bloc capitaliste de l'intérieur par la concurrence insoutenable d'une production dont lui-même a garanti le bas prix et par des forces productives qu'il a largement contribué à développer. Mais, comme dans tous les conflits intercapitalistes, cet affrontement économique peut s'exprimer sous d'autres formes que des luttes directes ouvertes: par exemple avec des Etats qui, comme la Russie ou la Chine, ne sont pas des concurrents mais des marchés potentiels énormes, en raison de leur marge possible de développement.

Le processus de la décolonisation contenait lui-même une dynamique insoupçonnée. Alors que les puissances capitalistes pensaient -et ont parfois réussi- à maintenir la forme traditionnelle du pillage colonial derrière la fiction de l'indépendance nationale, la venue au pouvoir sous la protection et avec les liens privilégiés de la puissance coloniale, d'une bourgeoisie ou néo-bourgeoisie nationale, a signifié l'industrialisation et l'accumulation capitaliste. Ceci a des conséquences importantes: retirer des matières premières du marché mondial et restreindre le marché des produits fabriqués (ceci pour les "anciens capitalismes") d'une part, accroître considérablement le nombre des prolétaires dans le monde (ceci pour tous les capitalismes), d'autre part. Il serait trop long d'expliquer comment ce développement qui s'inscrivait dans les perspectives capitalistes de l'indépendance nationale se trouve freiné, bloqué par un ensemble de facteurs qui tiennent à la situation même du capital et de son niveau de développement technique sur le plan mondial.

Ces conséquences furent immédiatement perceptibles et à leur tour accentuèrent toute l'évolution du capitalisme mondial:

- les capitalismes dominants durent chercher à résoudre ces restrictions d'approvisionnement et de marché d'une part dans des affrontements violents, d'autre part des mutations internes technologiques, structurelles (trouver des matières premières de substitution garantissant leur indépendance, des champs internes de réalisation du profit capitaliste, accroître par des méthodes adaptées le taux d'exploitation du travail).

- des zones de conflits persistants se développèrent autour des sources importantes de matières premières ou des marchés potentiels: Moyen-Orient (autour du pétrole), Sud-Est Asiatique (riche source de matières premières et au carrefour des marchés chinois, indonésien et indien, les plus importants du monde), Afrique Centrale (source importante de matières premières).

- de Cuba jusqu'au Chili d'Allende, en passant par les généraux boliviens et le front des producteurs de pétrole apparaissent des relations nouvelles intercapitalistes dont la caractéristique principale est d'accélérer l'entrée des pays dits sous-développés dans le circuit capitaliste en tant que producteurs directs de plus value par l'exploitation de la main d'oeuvre indigène.

Le prolétariat des pays dits développés se trouve pris dans une domination du capital plus stricte que jamais et soumis à une pression destinée à récupérer les profits perdus ailleurs: un prolétariat nouveau grandit dans les pays dits sous développés (Chine, Inde, Brésil, etc..). Si ce prolétariat nouveau se trouve dans des situations identiques à celles du début du capitalisme (période d'accumulation primitive) il affronte des méthodes d'exploitation et des techniques qui sont celles d'un prolétariat moderne, ce qui peut conduire à des formes de lutte très proches de celles du prolétariat des pays modernes. Dans des pays apparemment aussi divers que la Tunisie, Chypre, Bahreim, le Sénégal, l'Afrique du Sud, Madagascar, des grèves importantes, pour ne parler que du début de 1972, ont montré que le mouvement de résistance au capital n'était pas le fait seulement de la classe ouvrière des pays dits développés. De plus, on retrouve dans la plupart de ces Etats nouveaux des conflits dans la couche des intellectuels, des étudiants: le blocage dans le développement économique ruine leurs espoirs de futurs dirigeants, et ils se retrouvent dans des mouvements plus ou moins radicaux, tous marqués des ambiguïtés de ce que l'on appelle le "tiers mondisme", et qui ne contient que des formes diverses de capitalisme d'Etat.

Sans aucun doute, il y a tout un monde entre la situation d'un prolétaire en Europe ou aux U.S.A., et celle d'un habitant des bidonvilles des concentrations urbaines des pays arriérés. Mais il y en a déjà moins qu'entre un ouvrier européen et un paysan dans un état semi féodal et les crises et difficultés du capital peuvent amener des points de rupture dans ces pays: l'exemple de la Russie de 1917 est là pour le rappeler. Le développement même du capitalisme a donc créé les conditions qui bouleversent l'équilibre des grandes puissances. En développant un prolétariat international, ces forces mettent en place les possibilités d'un véritable internationalisme des luttes (1).

L'unicité du capital crée l'unicité du prolétariat et celle de ses luttes. L'internationalisme des luttes est la pratique du prolétariat en lutte. On n'en voit peut être pas les cheminements souterrains; mais il n'a rien à voir avec des manifestations d'organisations mêmes coordonnées sur le plan international. Ces manifestations n'existent souvent que par la fausse conscience des couches intellectuelles, étudiantes et petites bourgeoises vis à vis d'événements comme la guerre du Viet-Nam ou les vœux pleux des discours des fins de banquets syndicaux. Il doit être pourtant souligné que l'on assiste à un dépassement du nationalisme dans les pays avancés les formes idéologiques qui se développent dans les couches petites bourgeoises pouvant être reliées à des transformations au sein du prolétariat lui-même.

Tant que le capital conserve des formes nationales de domination, ces luttes sociales peuvent avoir des conséquences très différentes selon les Etats dans lesquelles elles se déroulent. Mais, par delà ces différences, s'affirment leurs traits communs qui fait que le prolétariat de chaque Etat se reconnaît dans les luttes qui se passent à l'autre bout du monde: cela peut expliquer la dimension mondiale prise par des luttes apparemment aussi étrangères l'une à l'autre que le mal français, le mal rampant italien, les grèves anglaises, l'insurrection de décembre 1970 en Pologne, etc.. L'écho en est d'autant plus grand que le pays est plus proche, mais, même des luttes lointaines ou des faits politiques peuvent prendre

(1) un ouvrage récent "La classe ouvrière est en expansion permanente" (Simon Rubak-Ed. Spartacus) essaie de donner une idée de l'expansion du prolétariat consécutif à l'expansion du capital. Le chiffre des salariés de l'industrie et des transports dans le monde est passé de 164 millions vers 1950 à 210 millions en 1960. Dans 17 pays industriels, ce même nombre est passé de 56 millions dans les années 30 à 103 millions dans les années 60.

une résonance particulière (2).

Malgré la prétention des capitalismes nationaux de régler leurs problèmes particuliers à l'aide de solutions nationales particulières, le capitalisme poursuit de par le monde, son même développement sauvage suivant sa logique propre et étalant ses contradictions au niveau mondial. Un même type de prolétaires se trouve ainsi façonné parce que soumis à des conditions d'exploitation sensiblement identiques. Cela se fait par des voies diverses: trusts multinationaux implantant des usines dans le monde entier, y compris dans les pays capitalistes d'Etat, nivellement des techniques au stade le plus avancé en raison de la compétition mondiale, même cadence d'exploitation et mêmes techniques de productivité pour les mêmes raisons, uniformisation des produits de consommation et même conditionnement social, migrations ouvrières interraciales de continent à continent. D'où la même conscience diffuse de la nature de la société d'exploitation, les mêmes tendances de réactions individuelles et collectives. Le développement du capital, brisant les frontières, brisant lui-même les barrières idéologiques qu'il avait tissées selon ses propres nécessités (Nixon à Pékin ou à Moscou) est poussé par l'impossibilité de résoudre sa crise présente par d'autres moyens. Cette voie ne fait qu'accroître l'évolution que nous venons de décrire et renforcer un internationalisme prolétarien de fait. Ce développement ne peut que s'accroître. On n'insistera jamais assez sur le fait que le capital ne peut plus s'étendre géographiquement car il a conquis la planète entière et bute sur des limites.

Alors qu'il est condamné à s'accroître ou à périr, son développement même peut le mener à son auto destruction (dont la pollution n'est qu'un des aspects). Pour tenter de franchir ces limites, il doit engager des investissements de plus en plus importants pour un pourcentage d'accroissement de la production de plus en plus faible. Tous les moyens utilisés par le capitalisme pour durer et maintenir le taux de profit conduisent d'une part à faire entrer toujours plus d'hommes dans la condition de travailleur, de lui imposer une productivité toujours accrue, d'autre part à trouver des recettes pour détruire en permanence du capital. La conséquence est que tous les travailleurs, toujours en plus grand nombre, perçoivent de plus en plus clairement les possibilités d'un appareil gigantesque de production et l'utilisation aberrante qui en est faite: ils doivent constamment lutter pour ne pas être encore plus broyés par l'appareil capitaliste à la recherche du profit.

LA FRANCE DANS LE RESEAU INTERNATIONAL DU CAPITAL

Le capitalisme français a dû consacrer une part importante de son produit national à des guerres longues et coûteuses (Indochine et Algérie) et se lancer dans une course militaire et atomique qui lui permet, jusqu'à présent, de conserver en Afrique, des sources d'approvisionnement et des débouchés. Comme pour les autres "vieux" capitalismes, cette circonstance, l'acuité de la compétition internationale qui en était à la fois la cause et la conséquence, ont obligé les dirigeants à rompre l'équilibre économique et politique traditionnel et à chercher de plus en plus, à l'intérieur même de la France, le maximum de ses profits. L'agriculture et le commerce plus encore que l'industrie, étaient bien en deça du niveau de concentration, donc du niveau d'exploitation et de prolétarianisation atteint par des Etats comme la Grande Bretagne, les U.S.A., l'Allemagne. A des degrés divers tout un prolétariat nouveau s'est développé dans les quinze dernières années, issu des campagnes, des ex-colonies françaises, formé pour une bonne part de jeunes et de femmes.

(2) On ne peut qu'être frappé par l'utilisation possible de la "révolution culturelle" chinoise "comme moyen" d'agitation dans les usines. C'est le type même d'événement totalement déformé et transformé en idéologie, détaché de sa réalité sociale. Mais cette idéologie liée au mythe d'un prolétariat au pouvoir (la transformation des rapports sociaux par et pour le prolétariat, la rupture avec les formes traditionnelles de lutte) peut trouver, en raison de cet internationalisme latent, un écho et des possibilités d'actions pratiques, au milieu d'énormes contradictions.

Il est difficile de comprendre les luttes en France si l'on ne considère pas ces deux pôles de la politique française du capital: d'un côté, un secteur ultra moderne et de l'autre, un secteur arriéré. A la longue c'est le plus moderne qui triomphe, mais le processus de transformation se déroule très lentement, car les capitalistes, même des secteurs avancés, savent qu'il est difficile de se lancer dans des réformes trop rapides. Et les réactions sociales présentes ne peuvent que l'encourager à encore plus de prudence. Cette coexistence de fractions archaïques à côté de secteurs dynamiques est due, pour une part, au fait que le prolétariat français, au lendemain de la guerre et pendant longtemps après, a été un des moins combattif (1). Ce qui a permis à ces différentes fractions de se maintenir et ensemble de résister efficacement à la pénétration du capital américain. Précisément, les luttes des années 70 s'articulent autour de la mutation de ce secteur arriéré, liée à l'évolution rapide de la concentration agricole.

Ce prolétariat marginal avait souvent un pied dans l'usine, un autre dans la famille ou l'exploitation agricole de subsistance, ou dans l'espoir d'un retour au pays, d'un établissement hors de la condition prolétarienne; ayant connu l'indépendance hors de l'usine, il n'acceptait cette condition -et encore bien mal- qu'avec l'espoir que c'était une transition vers une porte de sortie. Avec le résultat apparemment contradictoire d'une acceptation passive de certaines formes d'exploitation, d'une rupture de solidarité avec le prolétariat de vieille souche, d'un refus total d'autres formes de cette domination. Un capitalisme local avait de longue date exploité cette main d'oeuvre très particulière, en tirant des profits qui lui permettaient de maintenir des structures industrielles archaïques dans un capitalisme moderne (c'est-à-dire de tirer le maximum du capital variable-de la main d'oeuvre- avec le minimum de capital constant -le matériel-). Le grand capital chassé plus ou moins de ses zones de profit facile affrontant les problèmes internationaux que nous avons développés, trouva rapidement le moyen d'utiliser cette main d'oeuvre particulière et abondante: c'était d'autant plus rentable qu'il lui était facile, par des manipulations au niveau de l'Etat de chasser jeunes et femmes de l'entreprise agricole en abaissant le prix des produits agricoles, de puiser à volonté dans les réserves de sous prolétariat des ex colonies, de faire des ravages dans le petit commerce qu'un protectionnisme politique avait maintenu bien en arrière de l'évolution mondiale. Ce fut la période écoulée maintenant où le capital vantait à tous vents les mérites de la décentralisation: le capital accroissait son taux d'exploitation local (hauts rendements et faibles salaires) par des crédits d'établissement et des exemptions fiscales prélevées sur la plus value globale (les notables, politiciens et syndicalistes locaux se faisaient souvent ainsi les pourvoyeurs de main d'oeuvre bon marché à l'instar de n'importe quel négrier d'Algérie, du Mali ou de la Guadeloupe).

Comme toujours ce mouvement comportait une dynamique.

Avec le temps, les entreprises agricoles ou commerciales disparaissaient définitivement (de 1962 à 1972, la population active agricole a diminué de 1 million et demi de personnes passant de 21% à 12% de la population active totale); des phénomènes identiques ou spécifiques faisaient que les émigrés des ex-colonies ou d'ailleurs, n'étaient plus que des sous prolétaires sans autre espoir que d'être prolétaires de nulle part; les espérances de toute une frange de nouveaux prolétaires voyaient par la concentration paysanne et commerciale se ruiner tous leurs espoirs d'être un jour "à leur compte". Sans doute des formes nouvelles d'évasion de la condition ouvrière surgissent maintenant dans la marginalité, dans les communautés, etc.. Mais leurs possibilités sont plus réduites et de plus, même les paysans, artisans, commerçants, pour une bonne part, se retrouvent dans la condition de semi-prolétaires. La condition prolétarienne devient de plus en plus

(1) On peut relier cette constatation à l'emprise du Parti communiste et de la CGT dans l'immédiat après-guerre et au rôle qu'ils ont pu jouer dans la reconstruction accélérée du capital en France.

la route étroite, obligatoire et sans perspectives "indépendantes" et individuelles imposée à l'immense majorité des hommes.

Ces prolétaires à part entière ressentent d'autant plus durement leur condition nouvelle qu'ils se trouvent plus directement aux prises avec les conséquences mêmes de cette évolution dans l'usine, dans leurs conditions d'exploitation. La course au profit et à la compétitivité oblige l'entreprise capitaliste d'accroître sans cesse le taux d'exploitation du travail, à faire produire plus la main d'oeuvre disponible (capital variable); elle le fait soit en améliorant la productivité par des aménagements techniques et en réduisant la main d'oeuvre (accroissement du capital constant), soit en procédant à des réorganisations, à des déplacements, à des concentrations qui lui permettent tout à la fois de diminuer les coûts d'approvisionnement, les coûts de distribution, d'accroître le matériel fixe et de réorganiser le travail pour augmenter les rendements individuels. L'isolement des grands centres (où l'on peut facilement changer de patron sans s'expatrier) fait que les problèmes d'un travailleur de province prennent une tout autre dimension; ils tendent à être rejetés constamment dans la position de sous prolétaires: licenciement sans perspectives autres que le déracinement, humiliations accrues de l'exploitation que l'on doit accepter faute de pouvoir aller ailleurs, salaires très bas qui, avec la disparition des à côtés, permettent tout juste de survivre, poids des structures locales (famille, religion, etc..), pas encore détruites, bien que les structures économiques qui les sous tendaient soient en voie de disparition (1).

Il y a présentement une identité profonde dans la condition de prolétaires des jeunes travailleurs de province (dans les CET, en apprentissage, dans les foyers..) celle des femmes qui échappent à une colonisation pour entrer dans la famille des exploités, celle des émigrés dont la décolonisation a également fait des prolétaires. C'est sur eux d'abord que pèse actuellement l'accentuation de l'exploitation et ce sont eux qui y réagissent le plus violemment parce qu'ils en subissaient déjà beaucoup plus, et qu'ils n'ont pas le poids de résignation et les possibilités matérielles des prolétaires de plusieurs générations des zones industrielles anciennes.

Cette situation explique à la fois le particularisme et la localisation de ces luttes, à des catégories (luttes de couches minoritaires mais homogènes) (2), à des régions prises particulièrement dans ces transformations de structure (Bretagne, Alsace, Nord de la France), à de petites ou moyennes entreprises. Mais on peut prévoir, qu'avec la poursuite de la concentration, la mise en place du Marché Commun, et la résistance même de cette partie du prolétariat à la pression du capital, des couches de travailleurs de plus en plus larges devront entrer en lutte dans des conditions identiques (c'est et ce sera le cas par exemple dans des "transferts" du Nord sur Dunkerque, de la Lorraine sur Fos). L'isolement relatif

(1) toutes ces transformations ont un but unique conscient ou non: essayer de maintenir le taux de profit. Mais si l'on prend l'exemple récent des U.S.A. il apparaît que le capital éprouve de plus en plus de difficultés à accroître sa production de marchandises sans engager en même temps de plus en plus de capital dans des investissements, ce qui réduit le taux de profit. Un seul élément de la dépense en capital fixe, l'endettement des entreprises montre que celui-ci est passé de 1,92 dollars (moyenne 65-70), à 2,60 dollars pour produire 1 dollar supplémentaire de Produit National Brut. Pour tenter de rétablir le profit à un taux "normal" toutes les manipulations sont tentées qui se résument finalement en une seule: diminuer la perte du capital variable, c'est-à-dire des salaires; d'où l'importance de la lutte de classe aux USA et dans le monde. Il y a là tout un ensemble d'éléments importants touchant les développements économiques et sociaux actuels dont il faudra bien discuter et non pas exécuter sommairement sous l'étiquette "la crise".

(2) On voit se dessiner dans les luttes récentes des affrontements entre différentes couches du prolétariat et pas seulement avec la petite bourgeoisie moderne que constituent les cadres; il n'y a pas à se voiler la face devant ce caractère évident des luttes actuelles (qui sert d'ailleurs en partie à justifier l'intervention et

des luttes, leur parcellisation et leur particularisme vient précisément du retard pris par le capital en France par rapport à d'autres pays. Cela maintient, malgré le fait qu'il s'agisse d'une même lutte avec des éléments unificateurs, une hétérogénéité dont les conséquences sont visibles dans les formes de lutte et leurs perspectives.

Mai 1968 a été pour une bonne part la révolte de jeunes qui ne pouvaient trouver ce qu'ils espéraient, en raison de ce développement du capital moderne (qui créant de plus en plus du capital constant réduit le travailleur à un rang de manoeuvre et tend à le rejeter de la sphère directe de la production). Perçue d'abord par les étudiants qui voyaient s'envoler leurs espoirs immédiats et qui, venant des classes moyennes, ressentaient à la fois la quantité et la qualité de ce qu'ils perdaient ainsi, cette révolte est descendue dans les lycées et les CET. Elle ne pénètre pas alors dans l'entreprise; elle s'est concrétisée dans des formes extérieures aux usines: les groupuscules, les comités d'action, les manifestations de rue, les assemblées d'universités ouvertes à tous. A un degré bien moindre parce qu'il existait dans un pays déjà industrialisé, le mouvement étudiant charriait comme dans les pays sous-développés, l'ambiguïté du développement d'une nouvelle classe dirigeante prônant le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire fondamentalement réformiste quant à la lutte de classe et à l'abolition du travail capitaliste, même si elle affectait de mépriser les voies légales pour vanter les mérites de l'action "révolutionnaire". On ne saurait assez souligner le rôle de l'idéologie dominante, celle du rang social et du fric dans cette "prise de conscience"; on peut même se demander si ce n'est pas la disparition de la "responsabilité" dans les postes de commandement offerts qui est la motivation profonde du rôle de "leaders révolutionnaires" projetant le même rôle dirigeant dans une société "nouvelle" (1). Les organismes éphémères de lutte de mai 1968 ayant rapidement disparu, ceux qui survivaient en prenant comme programme et but la transformation de la société ne pouvaient que reprendre ouvertement ou implicitement cette même idéologie capitaliste d'Etat (aménagée au besoin sous la pression de la réalité du mouvement autonome par une sauce du genre "contrôle ouvrier" ou "autogestion" ou "démocratie ouvrière"). Ce n'était donc pas un hasard si ces mouvements se sentaient des liens affinitaires et idéologiques avec la lutte des gouvernements ou organisations "révolutionnaires" nationalistes des pays sous-développés, en faisant un chapitre essentiel de leur action et de leur propagande (Viet-Nam, Amérique Latine, pays arabes dits "socialistes", Chine de Mao, ...) laissant de côté du même coup les luttes prolétariennes de ces mêmes pays. Ils se posaient en organisateurs du mouvement de lutte que la rupture de mai 68 avait accéléré en en rendant les termes clairs pour beaucoup. Ils pouvaient contribuer épisodiquement ou localement à maintenir ou recréer des liens qui cheminaient de manière informelle mais réapparaissaient selon les situations soit autour des groupuscules eux-mêmes, soit dans des comités provisoires nés de la lutte et disparaissant avec elle, dans des manifestations apparemment sans lendemain, bien que chargées de signification politique (comme celle de l'Affaire Guiot ou de l'Affaire Overney). Ceux là même qui ont vécu et fait mai 68 dans les lycées ou facultés, se retrouvent présentement dans "la vie active" et les entreprises, porteurs de ce que le monolithisme syndical appuyé par le statisme de la condition prolétarienne avait arrêté au seuil des entreprises. En même temps, le rapport de forces issu de mai 68, non récupéré par le pouvoir, lui interdisait de modifier sensiblement les structures scolaires et universitaires; au contraire ses tentatives ne faisaient que déclencher de nouveaux mouvements;

(suite du rappel page précédente): l'action des "minorités" politiques s'appuyant sur ce qu'ils appellent "la partie consciente du prolétariat"), pas plus qu'il n'y a lieu de vitupérer "contre" parce que cela "brise" on ne sait quelle "unité" mythique dont seuls se réclament les syndicats et les magouilleurs politiques divers (voir toutes les litanies diverses sur "l'action populaire"). Il est certain que la lutte de classe passe par de tels affrontements et que dans les moments cruciaux la violence d'une partie du prolétariat pourra s'exercer contre une autre partie du prolétariat.

(1) on recommande la lecture d'une brochure sur laquelle nous reviendrons "Tentative de Bilan du Comité de Lutte Renault" qui démonte impitoyablement sur un cas précis la "pratique" des maoïstes dans les entreprises.

le rôle de ferment des luttes des établissements d'enseignements est d'autant plus important que l'effet conjugué de la prolongation de la scolarité, de l'avancement de l'appel à l'armée, le refus d'embauche permanent de jeunes dans les entreprises, le développement des concentrations urbaines et la concentration des établissements scolaires, favorise les brassages, les contacts, unifie les conditions et préfigure, d'une manière caricaturale, la société concentrationnaire qu'est l'entreprise moderne.

Partout transparaît dans les faits la recherche d'autre chose que l'adhésion à une "vérité révolutionnaire" qu'il suffit de suivre pour être dans "la bonne voie." Au contraire, tous ceux qui, peu ou prou, essaient de maintenir sous les vieilles défroques ou sous de nouvelles, l'idéologie bourgeoise de "l'élite consciente" dictant, à défaut de règle d'action, la théorie, la stratégie, que sais-je encore, subissent immanquablement dans les faits la critique du mouvement prolétarien lui-même. Les maos représentent le refus de jeunes petits bourgeois de la condition présente qui leur est faite dans la société et pour qui la révolte individuelle représente la lutte de classe. Leurs tentatives aussi désespérées que passionnées de "rejoindre les masses" exacerbent leur action entre deux pôles: manipulation bureaucratique et autonomie. Ils se retrouvent d'ailleurs sur la brèche des secteurs arriérés là où le capital est le plus inadapté aux formes modernes atteintes ailleurs, échouant spectaculairement ailleurs (et pour cause) Leur action ne peut d'ailleurs qu'accélérer dans ces secteurs l'évolution du capital vers une uniformisation de la condition ouvrière par une concentration des entreprises et une uniformisation des conditions d'exploitation (que sont finalement l'amélioration des conditions de travail et de vie des couches les plus exploitées dans le système du capital). Ce faisant, ils trouvent le soutien des couches intellectuelles à mauvaise conscience, et entrent en compétition avec les syndicats gardiens d'un certain ordre social périmé comme la CGT et (ou) agents de modernisation du capital (comme la CFDT)(1).

Le capitalisme, en France comme ailleurs, (y compris dans les pays capitalistes d'Etat) n'est pas une structure monolithique qui engendrerait une même sorte de prolétaire soumis à des techniques identiques de domination et mettant en oeuvre des techniques de même niveau. De là résultent des différenciations dans les formes de la lutte de classe, dans leur degré de spontanéité, d'auto organisation et dans le rôle que peuvent encore y jouer les organisations syndicales ou les différents groupes qui viennent s'y substituer, parce que les travailleurs en lutte ne créent (ne peuvent créer à ce moment) les organisations correspondant aux nécessités de cette lutte. Si l'on compare les luttes de la période présente à celles d'il y a une dizaine d'années, on doit constater que l'uniformisation et l'évolution identique du capitalisme sur le plan mondial et national (ceci malgré la guerre économique et en raison même de son intensification) a fait franchir un pas important tant dans le déclenchement des luttes que dans les formes de lutte et dans les liens qui commencent à se tisser entre elles. Mais en regard, on doit constater les différenciations dans le capital en même temps que sa force de domination matérielle et idéologique maintiennent des cloisonnements, des retards dans la perception de la réalité qui laissent un champ d'action important à tous ceux qui, sincèrement ou non, frein ou dynamique de la lutte selon les circonstances, peuvent, tant que les travailleurs les reconnaissent comme tels, jouer un rôle dirigeant, organisateurs de liaisons dans les luttes.

(1) L'absence en France d'un mouvement autonome profond entraîne à la fois le caractère embryonnaire, quasi inexistant de formes propres d'organisation, comme nous le soulignerons plus loin, mais aussi le balbutiement de ces formes d'organismes de substitution. Elles s'expliquent par le retard du capital. On peut comparer avec les différents groupes italiens comme Il Manifesto, Potere Operaio, Lotta Continua, qui, mis en parallèle avec les groupes trotskystes ou maoïstes en France, montrent une évolution et une novation en relation à la fois avec l'importance et les limites du mouvement ouvrier autonome.

L'apparition d'un néo réformisme (CFDT-PSU-Ligue Communiste et autres groupes trotskystes) sous tend idéologiquement cette tâche actuelle de "l'avant-garde"(1). L'opposition véhémente du PC et de la CGT à toute tendance autonome des mouvements de lutte fait que l'on attache plus d'importance à la menace totalitaire qu'à ce néo réformisme qui ouvre largement ses portes au "gauchisme" organisé pour être finalement, si les circonstances du capital l'exigent, une des "solutions de rechange" (ceci indépendamment des liens spéciaux avec tel ou tel capitalisme). Il ne faut jamais perdre de vue que tout groupe ou parti dont la perspective est la conquête de l'Etat, donc de gérer une forme de capitalisme (comme ils gèrent aujourd'hui une forme de lutte) peut demain, comme le PC en Russie, en Espagne, en Hongrie et en Pologne, comme le PS en Allemagne, massacrer les travailleurs pour la défense d'un ordre capitaliste: ce n'est finalement qu'une affaire de circonstances.

Mais il ne faudrait pas surfaire l'importance de ce courant "récupérateur" bien qu'il puisse, à l'image du stalinisme dans la guerre d'Espagne, tirer son pouvoir, dans des circonstances historiques précises d'un capitalisme extérieur. Il manque (y compris pour ce développement par puissance interposée) ce qui a fait la puissance de la CGT en 1936 par exemple: la nécessité d'une transformation radicale du capitalisme amenant naturellement le rôle moderne du syndicat et l'adhésion de la quasi totalité du prolétariat à ce rôle. Au contraire, il y a une désaffection quasi générale non seulement vis à vis des syndicats y compris ceux qui jouent présentement le rôle "modernistes", mais aussi vis à vis de toutes les formes nouvelles qui, surgies des circonstances et modelées par elles, essaient de se transformer en organes permanents d'action. S'il est bien évident que, comme en Mai 68, la mise en place d'organismes de contrôle dans des luttes d'entreprises ou ailleurs par les groupes, partis, syndicats ou éléments plus ou moins organisés de la couche technocratique, constituerait un obstacle au développement autonome (et on peut en mesurer l'importance dans les affrontements qui se produisent déjà dans les petites luttes), il apparaît que l'ennemi est déjà ailleurs, se manifestant non dans des formes précises, mais dans l'affrontement des conceptions et de la finalité d'un monde nouveau. La persistance des structures et des mentalités du passé peut, en dépit d'une autonomie dans les formes, faire survivre des rapports capitalistes: la révolution est un processus au cours duquel des conflits violents surgiront, non seulement avec les forces de la classe dominante et du capital sous toutes ses formes actuelles, mais aussi avec celles que les transformations et les conflits à l'échelle mondiale feront surgir précisément pour franchir ces étapes, toute nouvelle structure tendant à maintenir sa permanence.

Il convient d'opposer à une vision catastrophique du capitalisme s'embrasant dans la crise et la guerre, celle, beaucoup plus réelle, d'un capitalisme bien à la fois solide et mouvant, se colletant avec des difficultés qu'il n'évite que pour tomber dans d'autres, poursuivant impitoyablement sa marche organisatrice et désorganisatrice tout à la fois. Pour ne parler que de la France, son particularisme fait qu'en 1971, malgré la crise monétaire mondiale et des secousses diverses, les grandes entreprises ont accru (à l'exception de la métallurgie) leur chiffre d'affaires entre 10 et 40% et leurs bénéfices distribués entre 20 et 200%. Ceci malgré des investissements records, un chômage élevé et des augmentations des prix et des salaires et un niveau sensiblement accru des luttes sociales. On ne descend pas dans le détail ni dans les explications, et on n'en tire pas de conclusions pour l'avenir immédiat; on veut seulement souligner par ces quelques références les "capacités" du capital, qui existent avec ce que nous allons développer maintenant.

(1) les comités de soutien des nombreuses dernières luttes regroupant toute la "gauche non communiste" depuis la Ligue des Droits de l'Homme jusqu'aux maoïstes du Secours Rouge, en passant par les groupes anars et la CFDT et les trotskystes aussi semblables que divers, concrétisent ce courant présentement; il peut bien sûr prendre beaucoup d'autres formes. Nous reviendrons là-dessus plus loin.

LE CONTENU DES LUTTES :

FORMES TRADITIONNELLES et FORMES NOUVELLES

Les grèves ne sont, parmi beaucoup d'autres, qu'une des formes les plus visibles de la lutte de classe. Ce refus du travail collectif mesurable en nombre de grévistes et en journées de grève efface et minimise d'autres formes individuelles de résistance. On commence à regrouper ces dernières sous la dénomination de refus de travail parce qu'elle prend un caractère plus généralisé et même organisé, alors qu'au stade individuel on le qualifiait de paresse ou de faute professionnelle; il en est d'ailleurs de certaines formes de grève, comme la grève perlée ou la grève du zèle qualifiée autrefois de sabotage, exactement la même chose. Alors que dans les Etats de la branche orientale du capitalisme, la "résistance passive" des ouvriers joue un rôle non négligeable dans le blocage du système, l'empêchant d'accumuler suffisamment de capital pour passer à un autre stade de développement, les pays de la branche occidentale commencent seulement à connaître des conflits suffisamment généralisés sous les formes ouvertes ou sous ces formes latentes pour qu'ils entraînent une chute importante de la production et des profits conséquents: c'est le cas présentement de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Cela commence seulement à être le cas de la France même en 1968, bien qu'on puisse trouver dans la situation diffuse de petites grèves très dures, isolées, mais nombreuses en toutes régions, dans la transformation de la mentalité devant le travail, des éléments qui tendent à se rapprocher à la fois de la situation anglaise et italienne.

Il est difficile de démêler dans les statistiques plus ou moins bidon ou incomplètes, plus ou moins exploitées aux fins de conditionnement et de propagande politique la part de la lutte de classe et la part des difficultés propres du capital; mais les chiffres des dernières années pour la Grande-Bretagne et pour l'Italie montrent que les luttes sociales ont joué un rôle important dans les perspectives du capital dans ces pays. Pour ne citer qu'un exemple à l'échelle d'une firme multinationale, Ford anglaise a perdu en 1971 du fait de grèves, 221 millions de francs et la production de 127.000 voitures (c'est la première fois que le bilan est déficitaire depuis 40 ans - la grève des OS du Mans de mai 1971 a fait perdre à Renault 60.000 voitures).

Tout un ensemble de notions traditionnelles sur les luttes sont en train de basculer (1): jusqu'à présent, à la remorque des groupes ou partis visant à faire déboucher une agitation sur la conquête de l'Etat, la grève était une technique d'agitation comme une autre, donc manipulable, c'est-à-dire un moyen et non une fin. Cela se référait à certaines conceptions du mouvement ouvrier d'avant 1914; alors qu'était largement répandue l'idée que la transformation de la société devait se faire au moyen de l'Etat. De tous temps, les travailleurs ont lutté pour des objectifs matériels immédiats, alors même qu'ils n'avaient pas de vision générale, qu'ils ne voyaient à leur lutte aucune finalité autre que celle d'arracher quelque chose aux patrons. Si la grève, comme tout autre moyen d'action était la négation du travail capitaliste et plaçait pendant une brève période le travailleur dans une autre forme de rapports, elle ne restait pour les travailleurs en lutte qu'un moyen d'action pour parvenir à une fin étonnamment proche. Ils ne voyaient pas le plus souvent, ils ne savaient pas que leurs revendications pouvaient bouleverser l'équilibre de tout un Etat, voire de tout un bloc (comme les ouvriers polonais de décembre 1970, ou les ouvriers du bâtiment de Berlin-Est en 1953, ou les mineurs anglais de 1972) qu'un moyen qui leur paraissait tout simple comme s'inscrivant naturellement dans le développement de leur lutte détruisait en même temps tout l'appareil de domination (les ouvriers hongrois essayant

(1) un phénomène identique a touché l'Italie et différemment la Grande-Bretagne; dans ce pays, les grèves récentes ont montré une mutation encore plus importante.

de prendre le poste de radio pour diffuser simplement leurs revendications aux autres travailleurs). Pour les ouvriers, la finalité d'une lutte est presque toujours immédiate et les moyens ne sont jamais une recette, une technique, mais quelque chose d'adapté aux nécessités de la lutte. La finalité révolutionnaire des luttes, ce n'est pas la volonté révolutionnaire individuelle des participants, ce n'est pas la conception globale d'un monde nouveau envisagé comme un but, ce n'est pas une théorie du capitalisme et de son développement, c'est la volonté affirmée par tous moyens adéquats de refuser les transformations que le capital tente d'imposer pour sa survie, et que le travailleur refuse aussi pour sa survie à lui. Le capital pour survivre a besoin de la vie végétative, de la mort du prolétaire, c'est-à-dire qu'il soit un objet passif acceptant tout. Constamment, il essaie de tuer un être vivant. Le prolétaire, pour être vivant, c'est-à-dire cesser d'être prolétaire, a besoin de la mort du capital; et simplement pour survivre, il a besoin constamment de défendre le peu de vie que le capital lui a laissé. A la lutte du capital -en termes de mesure de profit: temps, cadence, salaires, mutations géographiques ou professionnelles, rejet après usure, le prolétaire oppose sa propre résistance en termes tout aussi concrets, subjectifs apparemment, mais unifiés immédiatement parce que le capital les a fait tous identiques, de plus en plus additionnables en une seule force homogène: moins de fatigue, plus de temps, plus d'argent, moins de bouleversements, plus de repos, plus de vie.

La lutte de classe ne dépend pas de programmes détaillés et préétablis, si brillants fussent-ils, auxquels il faudrait à tout prix conformer la pensée et l'action. C'est la lutte elle-même qui est déjà un changement de mentalité et de conceptions et qui, en se développant, transforme plus profondément les conceptions et les mentalités. Qu'on ne se trompe pas, la lutte de classe englobe la totalité de la lutte contre le capital, les actions visibles plus ou moins mal connues et les actions quotidiennes enfermées dans les murs-prisons de l'entreprise; celles-ci ne sont pas moins importantes que celles là et elles se prolongent étroitement les unes les autres par une interaction réciproque. Ce qui compte avant tout, ce n'est pas le programme ou le projet "révolutionnaire", c'est l'organisation de la lutte elle-même, et l'organisation c'est ce que les travailleurs font eux-mêmes de leur lutte pour la vie. Dire cela, c'est dire en même temps que rien ne se passe et ne se passera sans une transformation profonde de la conscience, c'est-à-dire sans échapper à l'emprise de l'idéologie bourgeoise. Et c'est cela dont on peut noter présentement les symptômes sûrs mais discrets.

Si l'on considère les luttes en France dans les mois écoulés, il semble que deux formes de lutte s'opposent: une forme passive traditionnelle et une forme active nouvelle (1). La forme passive traditionnelle pourrait se définir par: revendiquer, c'est-à-dire demander à un pouvoir extérieur de vous accorder une revendication. Par là même, on légalise ce pouvoir, on lui donne un contenu que la grève tendrait précisément à nier fondamentalement sinon dans l'esprit de ceux qui la font. Mais il est tout aussi évident, si l'on considère ces luttes traditionnelles, que les moyens utilisés pour faire pression sur les tenants du pouvoir dans l'entreprise, pour les amener à céder, suivent rapidement une progression, de degré en degré, dans l'illégalité et la violence, non pas par l'effet d'une tactique dosée, comme essaient de l'imposer le frein des syndicats ou la surenchère des groupuscules, mais parce que la résistance patronale et ses exigences (souvent à l'origine de la grève) obligent les travailleurs à recourir à des moyens plus efficaces. On peut dresser un tableau ordonné de toutes

(1) nouvelle quant à sa permanence et sa répétition, mais pas nouvelle quant à son existence (voir par exemple les pratiques d'action directe avant 1914 par exemple).

les formes de lutte en France, ne serait-ce que dans les premiers mois de 1972: grève chez soi, grève sur le tas, tournantes ou générales, occupations passives (l'usine étant, pour une minorité, tout au plus un bistrot ou une salle de bal), piquets passifs, piquets agressifs (fermant la porte à tous, matériel ou dirigeants), occupation plus soutenue mais encore passive, intervention dans des négociations allant jusqu'à la sequestration ou à la violence (bris de matériel ou bagarre avec des dirigeants). Le lien commun entre toutes ces formes d'action très fréquentes c'est faire céder, ne pas rompre un dialogue, le rétablir, même par des brimades ou la menace.

La forme active est relativement nouvelle en France et apparaît encore isolément tout au moins dans ses formes visibles dans une grève ouvertement déclarée (si l'on peut toutefois encore parler de grève). Elle consiste à prendre et non plus à revendiquer. Il n'y a plus de séparation entre l'objet de la lutte (la revendication) et le moyen utilisé pour l'atteindre (le moyen est l'objet de la lutte). Par exemple, pratiquer une réduction des cadences comme moyen d'obtenir cette réduction; pratiquer un certain horaire pour revendiquer cet horaire; etc.. L'occupation active devient l'occasion de disposer du matériel (ouvriers de Biarritz-shoe distribuant des chaussures, ouvrières de Millau remettant une chaîne en marche pour montrer qu'elle était rentable et vendant les pantalons en ville, destruction de matériel dont on n'a que faire). Ces formes actives nouvelles semblent être plus en relation avec l'évolution des mentalités devant le travail les formes passives plus liées par contre à l'acceptation d'un certain ordre capitaliste.

En parler ainsi pour des commodités d'analyse, c'est laisser croire qu'il y a une séparation et perpétuer celle qu'essaie de maintenir l'hostilité de la plupart des organisations syndicales à ce qui échappe à leur contrôle. Cette séparation s'inscrit apparemment dans les faits: d'une part, on voit une exacerbation de la forme passive qui atteint la limite de la violence, d'autre part, ce ne sont que des balbutiements de la forme active, une sorte d'approche dont on voit des termes divers surgir aussi bien à Szczecin, qu'à Fekenham ou Plessey, chez Pirelli ou à General Motors aux USA (1) (dans l'appréciation de leur importance respective, il faut tenir compte du fait que l'on accorde beaucoup de place, tant dans la presse bourgeoise que dans celle des groupuscules - et pour des raisons bien compréhensibles - à la forme passive dans ses exaspérations violentes et bien peu à la forme active). Pourtant, son importance est attestée par le fait qu'elle soit déjà récupérée sous des formes réformistes les plus diverses, de même que les forces passives de la grève sont devenues depuis longtemps des chapitres de la tactique des organisations politiques. Pour l'une comme pour l'autre, on peut dire ce qui est vrai de toute lutte: qu'elle garde son caractère de classe tant qu'elle reste à l'initiative des travailleurs eux-mêmes et n'est pas une technique manipulée par des dirigeants. Considérées sous cet aspect de moyen auquel ont recours les travailleurs pour parvenir au but qu'ils se sont fixés, il n'y a pas de formes spécifiques de grève: elles peuvent être utilisées successivement ou d'emblée, poussées par les nécessités elles conduisent aux mêmes affrontements avec le pouvoir social, avec le capital et ceux qui le défendent. Si la grève passive peut être facilement manipulée à la base et même si de petits groupes peuvent se substituer aux travailleurs, par exemple dans la violence, elle devient une menace directement politique si c'est véritablement l'arme des travailleurs. Si la grève active à la base ne peut être menée que par l'initiative des travailleurs, personne ne pouvant se substituer à eux, elle peut être récupérée comme programme (l'autogestion) et même comme méthode de lutte (le work-in des chantiers navals de la Clyde ou les comités de base de contrôle des cadences chez Pirelli) (1). Ces possibilités de récupération expliquent la réticence de passage à des formes actives dans des luttes où l'usine est occupée, et finalement, la passivité peut sembler parfois une meilleure forme de résistance, vu les circonstances et l'objectif à atteindre. On doit souligner qu'à Millau, par exemple, les formes actives dont nous avons parlé n'ont pas été voulues par les travailleurs en tant

(1) voir I.C.O. des mois écoulés

que telles, mais comme un moyen de lutte pour prouver aux dirigeants certaines possibilités; elles étaient une réponse dialectique à des arguments patronaux.

Ceci n'est pas un phénomène nouveau: il est dans la fonction des organisations de récupérer les formes nouvelles de lutte tout comme elles ont transformé les méthodes d'autrefois en tradition vidée de tout contenu réel. La séparation se reproduit ici entre la politique et l'économique, séparation imposée par le développement du capital et qu'il tend lui-même à détruire. Il n'y a que la lutte autonome des travailleurs qui efface cette séparation et fait déboucher leur lutte purement économique sur le terrain politique. Tout au moins, tant qu'ils gardent tout entre leurs mains. Comme les luttes ne débouchent pas sur autre chose que sur un aménagement limité à une cellule de l'exploitation, la fin de la lutte signifie que tout revient à ce domaine de la séparation.

LA LUTTE DE CLASSE TRANSFORME L'ENSEMBLE DES CONDITIONS DE LA LUTTE

L'EVOLUTION DE LA CONSCIENCE DE CLASSE (1).

L'évolution du capital a des conséquences importantes dans la perception par chacun de son devenir social, donc dans celle de la société toute entière.

- l'élimination ou la mise en servitude des classes moyennes la prolétarianisation de toutes les couches sociales dans le monde, réduit considérablement les possibilités de se sortir individuellement de la condition prolétarienne, ou éviter d'y tomber. Cette inéluctabilité est perçue de la manière la plus aigüe et en termes de vie, par ceux qui viennent de ces classes plutôt qu'en termes de lutte collective. Mais ce faisant, ils transposent dans les luttes du prolétariat et développent l'idée (qui vient des carences de la société du capital, carences de plus en plus visibles et ressenties dans sa vie -même pour assurer la simple survie) qu'une autre société doit être créée et est absolument nécessaire.

- le développement technologique du capitalisme crée de plus en plus de capital fixe (des machines) et laisse de moins en moins de place à l'initiative de l'homme et même à sa force physique, ou à son habileté manuelle ou intellectuelle. Sans doute le travail parcellaire, le travail à la chaîne exigent des qualités d'endurance physique et nerveuse bien spécifiques, mais elles sont précisément de celles qui permettent le plus d'assimiler l'homme à une machine; elles n'expriment comme résultat que l'intégration dans une immense machine qu'est la chaîne ou l'usine, ou même un Etat et nullement une production identifiable comme le résultat d'un effort ou de qualités individuels. Les conséquences sont importantes: dans le développement d'une solidarité de fait et dans la vision globale de l'appareil de production. Le rôle du spécialiste s'efface derrière la machine et l'organisation: le travail devient une simple corvée pouvant être effectué par des individus interchangeable, entre lesquels nulle hiérarchie n'est nécessaire, mais qui savent pourtant qu'ils sont un rouage nécessaire d'une machine complexe. L'appareil de production apparaît comme pouvant subvenir, par ses possibilités quasi illimitées, aux besoins de tous. De cet ensemble naît l'idée que chacun doit pouvoir décider de sa vie comme producteur et comme consommateur.

(1) cette notion de conscience de classe doit être bien précisée car elle est l'objet volontairement ou non, d'interprétations ambiguës et souvent totalement fausses. Entre le "militant" qui se décerne lui-même (du fait de son appartenance à un parti syndicat, groupuscule, ou de son activisme) le brevet de l'élite, de l'avant-garde ouvrière et celui qui en fait un "état d'âme" ou un apprentissage, que l'on peut accroître par la bonne manipulation, la bonne explication, la bonne intervention, il n'y a que des différences de degrés quant à cette méconnaissance de ce qu'on peut appeler "conscience de classe".

- les valeurs mêmes du système sont détruites par sa propre évolution. Pour maintenir à la fois une activité économique et la paix sociale, il est conduit à entretenir des masses de plus en plus importantes sans contrepartie de travail ou de fonction (chômeurs, déracinés, vieux, jeunes, etc.). Toutes les valeurs traditionnelles sont ainsi bouleversées: l'insécurité et l'instabilité ne sont plus une calamité qui pousse au travail et à l'acceptation des conditions de l'aliénation; l'autorité est inutile, d'où la mise en cause des règlements anachroniques et de toute la hiérarchie, le travail devient une corvée sociale où la conscience professionnelle n'a plus à s'exercer puisqu'elle n'a même plus la finalité d'un ordre social devant fournir les rudiments de vie. Mais il est certain que bouleversement des valeurs "traditionnelles", même par la violence, ne signifie pas du tout la fin du capital et du travail exploité: l'idéologie même se modifie avec l'évolution des structures mêmes de la production capitaliste; on en voit les preuves chaque jour sous nos yeux.

Tout ceci n'est perçu que sous la forme de tendances, mais à une dimension assez grande pour que l'appareil capitaliste essaie de dresser des contrefeux qui ont parfois pour résultat de déclencher des luttes plus sérieuses (1). Comme tout ce qui existe sous le capital, chacune de ces tendances est un instrument de lutte à la fois pour le prolétariat et pour le capital lui-même. Ce qui est nouveau pourtant, c'est, en relation avec ce que nous venons de dire, le retournement de ce qui était autrefois considéré comme la calamité (chômage, instabilité d'emploi, l'endettement, etc...) et son utilisation par les travailleurs pour échapper sous d'autres formes à la domination du travail et à l'exploitation, ou si l'on préfère pour "mieux vivre" .

- le chômage a cessé d'être l'instrument de manipulation des travailleurs pour leur faire accepter une exploitation accrue: c'est dans les zones où le chômage est le plus grand que les luttes sont les plus dures; bien plus les travailleurs utilisent maintenant à plein le financement du chômage pour réduire le temps de travail ou pour mener des grèves plus longues. Pourtant le chômage reste une menace que l'on ne saurait prendre à la légère: le capital pourrait aussi bien essayer de maintenir une armée de chômeurs importante si les problèmes de sa production inutile devenaient insurmontables (voir par exemple les débats récents entre dirigeants capitalistes autour d'un projet de croissance zéro, c'est-à-dire de toute une série de limitations volontaires pour éluder les conséquences des limites objectives du système)

- il n'y a plus d'épargne; au contraire la consommation croît plus vite que les revenus (voir Le Monde 26/4/72 pour la France) par le recours incontrôlé au crédit (la machine capitaliste qui s'emballe) ce qui veut dire que les travailleurs arrivent à prélever plus que leur "part", en piquant indirectement sur la plus value. Ce qui conduit à une réduction de la capacité d'investissement, donc de la capacité concurrentielle (c'est ce qui est arrivé en Grande Bretagne depuis la guerre). Mais là aussi, beaucoup de manipulations sont possibles par le contrôle de l'Etat sur le crédit.

- l'instabilité de l'emploi: les jeunes ne s'accrochent plus à leur place; la rotation des travailleurs, arme des capitalistes, est devenue arme des travailleurs combinée avec les trous de vacances et l'absentéisme à la volonté du preneur. Dans les formes rétrogrades du capital en France, cette rotation des

(1) Il est difficile d'en donner une dimension exacte. Un article du Monde du 21/4/72 avance 5% de la population -2500.000 marginaux- mais fourre dans ce chiffre les ouvriers émigrés -marginaux qui cherchent désespérément à travailler, les plus nombreux et sont de ce fait surexploités, et ceux qui "utilisent" la marginalité au nom d'une éthique. Entre les deux....

travailleurs est inquiétante (bien que certains autres secteurs s'en servent, par exemple sous la forme des travailleurs intérimaires). (1) Mais aux Etats-Unis elle est tout à fait commune et à tous les niveaux au point que cette romanichellerie pose des problèmes au niveau de la scolarisation des enfants (d'où la destruction de cette autre valeur sociale, la famille, déjà battue en brèche par le travail salarié de la femme). Ce dégoût général du travail pose d'ailleurs d'autres problèmes fondamentaux touchant la vision des individus non seulement du procès de production capitaliste, mais du procès de production tout court (2).

- la facilité des échanges: la prolétarianisation des hommes tant comme producteurs que comme consommateurs, leur uniformisation dans les postes de travail ou dans le client du supermarché, ou le spectateur de télé, abolit les distances, facilite les échanges, quel que soit le niveau où il se situe et l'établissement de ces liens horizontaux, dont toute l'importance peut se mesurer dans les grèves; cette communication facile surgit en 68, n'a cessé de se manifester et est particulièrement frappante chez les jeunes; il n'existe plus de particularismes et les luttes récentes montent de façon embryonnaire mais certaine que le cloisonnement de mai 68 aux portes des usines est en train de tomber.

- l'impact des luttes: il est difficile de dire dans l'échange dialectique des nécessités des luttes et du niveau de conscience qui les accompagne si ce sont les séquestrations qui ont détruit l'autorité des dirigeants, si ce sont les violences sur le matériel ou le sabotage qui ont détruit le respect de la marchandise, si ce sont les formes actives des grèves qui ont gommé le rôle traditionnel de la politique et sapé tout l'appareil traditionnel de représentation "démocratique". On pourrait aussi bien inverser les phrases. Ce qui est certain, c'est que cette situation diffuse correspond à la crise même du capitalisme et converge vers l'abolition de toute exploitation.

(1) "Le marché est bon, mais il est compromis par des retards de livraison qui sont dus notamment à notre taux de rebut, beaucoup trop élevé, qu'il faut absolument réduire rapidement... Il est indispensable d'arriver à avoir un personnel stable et de niveau satisfaisant..." (Note d'information au personnel de l'entreprise Floquet Monopole -sous traitant de l'automobile- 26/4/72-N° 87). En avril 1972, une grève a éclaté à la Caisse Régionale de Crédit agricole Mutuel de Lyon (réseau bancaire) contre une clause des contrats de travail visant à empêcher les employés de quitter l'entreprise en leur faisant prendre l'engagement, sous peine d'amendes très élevées, de ne pas s'embaucher dans une banque, assurance, etc.. sur toute la France, en cas de départ.

(2) si l'idéologie anti-travail a des côtés très positifs, elle en a d'autres négatifs. Un monde nouveau, c'est la domination par tous du processus de production (donc d'un travail non aliéné) et de la distribution des produits. Il est indéniable que certaines tâches garderont toujours le caractère de corvée sociale; mais la "libération" de l'individu suppose la réintégration du processus du travail dans la vie normale car l'homme est un être qui se réalise dans la création librement choisie de certaines choses. Le refus du travail aliéné n'a rien à voir avec le refus du travail, action des hommes maîtres de leur destin en pleine conscience. Les théories basées sur cette "négation du travail" (qui font abstraction des luttes réelles pour ne développer qu'un aspect transitoire et tout autant récupérable du comportement de certaines couches de travailleurs) conduisent à la vision d'un paradis de l'automation généralisée (ou parfois du retour à la Nature) mise en place (et dominée) par quelques experts bien choisis.

Précisons tout de suite que ce que nous appelons formes d'organisation de la lutte de classe, c'est le contenu et les formes -toujours provisoires- que les travailleurs donnent eux-mêmes à leur lutte, en les reconnaissant comme telles (assemblées, comités, etc..) ou en réalisant une tâche déterminée, sans se rendre compte qu'ils s'organisent en même temps dans des rapports totalement différents (piquet de grève, manifestation spontanée, solidarité, fonctionnement d'une cantine ou réalisation d'une fête par exemple). Nous ne considérons pas comme formes d'organisation de la lutte de classe les syndicats, les groupuscules, les partis ou les organismes que ceux ci sont conduits à créer dans leur intérêt d'appareils parallèlement à une lutte. Poser le problème de savoir si les travailleurs sont dans ou hors des syndicats, s'ils les suivent ou non, s'il faut oeuvrer dans un syndicat éventuellement pour le redresser ou lui donner une ligne "révolutionnaire" ne présente aucun intérêt. L'emprise du syndicat sur les travailleurs correspond à l'emprise du capital sur le travailleur; elle est de même nature et procède des mêmes contraintes; c'est la CGT qui exprime le plus clairement cette position au besoin contre des travailleurs en lutte parce que précisément son poids légal économique et politique lui interdit de suivre la voie autonome des luttes qui détruit le capital et le syndicat qui en vit. C'est la CFDT qui adopte l'attitude la plus subtile et la plus dangereuse car son rôle second l'autorise à une démagogie et ses liens politiques à une ouverture beaucoup plus réformiste -moderne, pourrait-on dire. Mais l'appareil syndical n'est pas la base: l'existence d'une base proche des travailleurs et investie d'une certaine confiance est nécessaire à la survie capitaliste du syndicat. Il est rare que les ouvriers, les militants syndicaux de base basculent tout d'un coup, même sous la pression des évidences par une prise de conscience brutale de la réalité des luttes.

Pour bien comprendre les positions des syndicats -divergentes ou convergentes- il faut reprendre ce que nous avons écrit plus haut sur les deux pôles du capital en France (secteur arriéré et secteur moderne). Dans beaucoup de cas, le syndicat apparaît plus comme un organe de défense d'une situation passée, le maintien d'un "acquis", d'une certaine forme de capitalisme et des rapports de production: c'est clair pour la CGT, le plus souvent, qui adopte même par rapport au capitalisme moderne la position "réactionnaire". La CFDT, bien que parfois coincée dans des situations semblables, est mieux placée pour intervenir dans les luttes qui nécessitent des formes nouvelles de domination. C'est en ce sens qu'elle peut faire figure de syndicat "progressiste", développer l'idéologie de l'autogestion et donner asile à tous les courants technocratiques réformistes (parlementaristes ou "révolutionnaires").

Des militants syndicaux ou de groupuscules peuvent, en certaines circonstances, exprimer la volonté collective des travailleurs et être alors portés par eux et plus tard dans d'autres circonstances, faire prévaloir l'intérêt de l'appareil et se heurter violemment aux ouvriers qui les appuyaient. Il en est de même des organismes créés parallèlement à la lutte et qui ne sont pas l'émanation des ouvriers eux-mêmes. Ces groupes qui se substituent à l'action autonome et supplée à l'organisation de la lutte peuvent plus ou moins longtemps trouver l'adhésion des ouvriers en lutte. Mais, et c'est là l'essentiel, leur relation aux travailleurs est de même nature que celle qui existait ou qui existe encore avec les syndicats. On peut relier ces réflexions à celles que nous avons faites au sujet de la grève passive et de la grève active. En période de lutte ou en dehors de celles-ci, les travailleurs adhèrent à ce qui se présente à eux à la mesure de leur intérêt, c'est-à-dire beaucoup ou pas du tout. Mais comme pour les formes de lutte, l'intervention des syndicats, des partis ou des groupes, pour ne pas tomber dans le désert doit avoir un certain contenu réel; dans la surenchère des organisations, ce contenu correspond de plus en plus à la volonté propre des travailleurs, au moins dans une certaine période: ils encouragent et aident

même à se dégager certaines tendances autonomes quitte à les freiner après lorsque celles-ci vont à l'encontre de leurs intérêts détruisant alors en un instant le capital de confiance qu'ils avaient pu recueillir.

Si l'on regarde les luttes des derniers mois en France, on ne peut qu'être frappé par l'inexistence d'organisation autonome de la lutte embrassant toute la grève. Cette organisation autonome se dessine sans qu'on puisse d'ailleurs en fixer les traits dans le déclenchement de la grève qui la plupart du temps est spontanée (dans le sens d'organisation par les travailleurs eux-mêmes), dans des structures mobiles qui donnent à la grève ses principaux traits et la font durer: piquets de grève, interventions dans des pourparlers, dans des assemblées ou dans des manifestations. Mais tout s'arrête à ce stade et, en opposition avec ce que nous avons pu écrire sur l'évolution des consciences, on peut tracer les aspects négatifs de l'organisation des luttes:

- pas de comités de grève élus et responsables et peu d'AG délibérantes au cours de la lutte. Le rôle du comité de grève est assumé soit par le collège des délégués soit par une intersyndicale, et les assemblées ne se réunissent que pour voter ou rejeter les propositions patronales, jamais pour décider de la marche de la grève, de son organisation, etc.. Dans certaines grèves, il y a même deux comités, l'un syndical s'occupant des pourparlers, l'autre de soutien s'occupant essentiellement de la solidarité. Cette situation n'est pas forcément la marque d'un "manque de conscience". Face à tout un ensemble répressif (patronal, syndical, policier, manipulations groupusculaires, etc..) il peut y avoir volonté de ne pas constituer, dans une situation donnée, d'organismes autonomes de luttes, les rapports et liaisons assumées habituellement par de tels organes prenant alors d'autres formes plus diffuses, moins apparentes mais non moins puissantes. Mais il est tout autant évident qu'une telle situation correspond à un certain rapport de forces et à un certain niveau de développement du capital et que si cela changeait, soit avec l'évolution, soit au cours des luttes elles-mêmes, les travailleurs ne pourraient faire l'économie d'une organisation construite par eux-mêmes et pour la lutte, sans qu'on puisse en dire autre chose que son autonomie.

-si la solidarité financière est importante et efficace (et encore seulement semble-t-il pour les luttes donnant un certain capital de publicité politique aux syndicats et groupuscules), il n'y a pratiquement aucune solidarité active: selon un scénario devenu classique (et l'expérience de luttes en amènera inévitablement le dépassement), les usines occupées par une minorité d'ouvriers sont régulièrement évacuées devant les flics au bout de 10-15 jours à 4h du matin dans l'indifférence générale (1). A part quelques manifestations sporadiques sous contrôle syndical, aucune intervention des autres usines voisines, ou des autres usines du groupe, ou de la communauté de vie formée par toutes les familles vivant de l'usine. L'exemple de St Brieuc où cette intervention de solidarité se manifeste, après l'expulsion (et ne revient pas dessus) sous contrôle syndical et politique, mais d'une manière exemplaire qui lui donne un grand écho et une autre dimension, ne doit pas dissimuler l'isolement total de luttes comme celle des Etablissements Paris à Nantes, ou Creusot Loire à Dunkerque, ou de Girosteel au Bourget. On paraît loin en France de situations de solidarité de toute

(1) on ne peut qu'être frappé par le rapprochement de deux faits: à la même date, à quelques jours près, 150.000 manifestants "protestaient" contre le meurtre Overney militant maoïste, dont on sait maintenant qu'il fut l'aboutissement de toute une série de provocations voulues par la Gauche Prolétarienne en vue d'un tel résultat et la police intervenait de nuit dans une usine du Bourget (10 km de Paris) pour faire évacuer des ouvriers immigrés (algériens en majorité) qui l'occupaient; les groupes s'étaient pourtant succédés aux portes de l'usine, mais les ouvriers se retrouvèrent seuls (sans aucune de ces "mobilisations" de la frange gauchiste dont les groupes se sont faits une spécialité, sans aucune solidarité des ouvriers des nombreuses usines voisines).

une communauté ou interprofessionnelle active dans des grèves comme celles des mineurs, des dockers, ou le mouvement des occupations actuel en Grande-Bretagne.

- le caractère embryonnaire ou parcellaire des formes autonomes d'organisation, l'isolement relatif des luttes, tout cela cause et conséquence de l'absence de solidarité active laisse se développer des situations nouvelles. Alors que dans la grève de St Brieuc, au Joint Français, le soutien de toute la population (et pas seulement des autres usines) en raison des circonstances locales réduisait pratiquement au silence toute opposition à la grève et, bon gré mal gré, faisait basculer de son côté tout l'appareil d'encadrement (lui restituant en même temps son poids de légalité); chez Paris à Nantes, comme à Creusot Loire, ou antérieurement chez Pouteau à Rennes, et ailleurs, on voyait s'affronter deux groupes : l'un des travailleurs qui entendaient mener leur lutte jusqu'au bout, et contre tout, l'autre essentiellement formé des cadres qui entendaient défendre leurs privilèges dont la hiérarchie. Aux portes des usines se déroulait une sorte de guerre civile en petit, prolongements des affrontements internes de la vie quotidienne de l'exploitation, exprimant là la transformation des consciences. La violence prenait alors une toute autre dimension que celles des séquestrations ou celles des manifestations de rue, matérialisant une division de classe, alors même que tout était voué à l'échec. Là aussi on peut penser que l'expérience des échecs amènera, comme pour les occupations brisées par les flics, une réponse dans des formes nouvelles de lutte et d'auto organisation.

- les méthodes mêmes utilisées par les syndicats dans les luttes se sont transformées sous la pression de ce courant d'autonomie. Cela ne veut pas dire, comme peuvent l'affirmer tous les réformistes du syndicat (ce sont les mêmes que les réformistes du capital) que les syndicats peuvent être transformés par l'action interne de "militants révolutionnaires" ou par la pression externe de la "base". Ce qui se transforme, comme conséquence des transformations du capital et des premiers embryons d'autonomie des luttes, ce n'est pas la fonction du syndicat dans le capitalisme; au contraire cette fonction se précise et se renforce; ce sont les formes des rapports des organisations avec les travailleurs qui se transforment et non ces rapports eux-mêmes. Et la modification de ces formes ne tend qu'à maintenir l'emprise du syndicat. Cependant, ces transformations ne se font que parce que les travailleurs rejettent, sinon formellement mais dans les faits, dans la pratique de leur lutte, les moyens de domination existants. Aujourd'hui, dans beaucoup de luttes, les travailleurs n'attendent pas l'ordre du syndicat pour entrer en grève, ils le font seuls; mais l'intérêt du syndicat ainsi écarté par les travailleurs qui n'attendent pas le "mot d'ordre", le syndicat essaie de le réintroduire par le vote pour ou contre la grève. Ce faisant, il semble suivre la volonté des travailleurs alors que son objectif, dans le vote, n'est que de les diviser. Cela devient évident lorsque le vote ne donne pas le résultat escompté par le syndicat: on voit alors l'organisation donner le mot d'ordre sans tenir compte de la volonté pourtant exprimée par un vote majoritaire des travailleurs en lutte (exemple de la grève du métro en France). On pourrait citer d'autres exemples de pratiques nouvelles des syndicats, répondant à la transformation des rapports travailleurs-capital, qui se retournent ensuite contre le syndicat lorsque le conflit d'intérêt éclate ouvertement. Il existe une dialectique semblable dans l'intervention des groupuscules dans les luttes. L'autonomie des luttes se dégagera aussi de ces affrontements avec les syndicats et les partis: mais, jusqu'à maintenant, aucune lutte n'a surmonté le stade de l'intervention syndicale pour y mettre fin. Ce qui est nouveau et témoigne de la volonté ouvrière de garder la lutte autonome, c'est que cette intervention ne peut se produire qu'après des semaines de lutte et après maintes manoeuvres démoralisatrices diverses.

Nous ne donnons ici que le sens de ce dernier chapitre qui fera l'objet d'un autre article.

L'évolution du capital en France, partie de l'évolution mondiale de ce même capital, est donc suffisamment avancée pour avoir transformé les structures, les consciences et les luttes, pour que l'on puisse dire que rien ne peut plus continuer comme auparavant.

Les différenciations qui subsistent, malgré ce puissant courant uniflicateur et révolutionnaire, laissent subsister des situations elles-mêmes très différenciées où les volontés ne peuvent aboutir que dans des affrontements apparemment sans issue, où l'autonomie ne peut se dégager que sous des formes parallèles constamment prises dans les états de la répression, où l'organisation même du prolétariat en lutte n'arrive pas à se donner des formes nouvelles et précises, même transitoires. Il en sera ainsi tant que l'hétérogénéité du prolétariat découlant de celui du capitalisme, permettront le développement de toutes formes traditionnelles ou nouvelles de récupération des luttes. Il est inévitable que celles-ci évoluent dans cette dialectique d'échec, de formes autonomes plus ou moins originales et précises, de répressions sous les formes les plus diverses, y compris l'annexion de celles surgies de la lutte. Il en sera de même tant que le processus révolutionnaire ne sera pas achevé, c'est-à-dire que la présence du capital et de l'aliénation opposera un certain ordre aux forces tendant à le détruire.

Les formes les plus pernicieuses de ce réformisme ne sont pas celles qui viennent de la classe capitaliste actuelle, mais des organismes de rechange éventuels de gouvernement, voire de régime, dont le rôle potentiel est précisément de préserver la domination du capital. Toute l'idéologie capitaliste d'Etat ayant montré dans les faits ce qu'elle représentait (dans la sociale démocratie allemande ou anglaise, dans le nazisme, dans le léninisme et le stalinisme, dans le maïsisme et dans tous leurs sous produits divers installés ou revendiquant le pouvoir) une nouvelle idéologie se lève, tout aussi prometteuse que l'autre pouvait l'être, s'opposant, y compris violemment, au capitalisme classique tout comme au capitalisme d'Etat, faisant de l'autogestion le morceau central de sa propagande à destination des travailleurs.

Il n'est pas sans intérêt de noter les options politiques de ceux qui se font les plus ardents défenseurs de ce "pouvoir du peuple par le peuple" : Descamps ex-dirigeant CFDT et interlocuteur de Nixon lors de sa visite à Paris au nouveau parti socialiste, le PSU, tout un courant de groupes léninistes ou pseudo-léninistes se reliant, qui, à un bloc capitaliste occidental, qui à un capitalisme d'Etat. En gros, la famille sociale démocrate renouée parlementariste ou "révolutionnaire" cherchant la meilleure formule pour une version "démocratique" du capitalisme d'Etat, celui que les gens "compétents" décideront pour la grande masse des autres. Même les dirigeants les plus à "gauche" de la CFDT parlent de "contrôle ouvrier" (Krumnov dans Actuel avril 1972) et Declercq précise le contenu de l'autogestion:

" Tout le pouvoir appartient en fait à ceux qui décident des investissements... Dire que ce seront les usines autogérées qui établiront le plan c'est... tomber dans le corporatisme le plus vicieux... La fonction d'investissement devant être impérativement une responsabilité publique... seul moyen réel... d'appliquer un plan décidé par la représentation nationale ou régionale..."

Mais quel est l'effet réel de ce new-look des vieilles organisations et des idéologies d'hier sur le mouvement lui-même, tel qu'il s'exprime dans le quotidien ou dans les luttes. En fait, aucun courant politique ou syndical ne parvient malgré tous ses efforts à regrouper, à canaliser toutes ces explosions dans toutes les structures de la société, tous ces groupes divers aussi fluctuants qu'informels sans revendications précises, dont la persistance et les échanges créent comme le tissu d'une contre société. Avant même de devenir une réalisation possible par un canal électoral ou pour court-circuiter le développement d'une lutte globale (comme Charléty en mai 1968), toutes les moutures du contrôle ouvrier et de l'autogestion comme programme politique à réaliser sont déjà mortes dans l'oeuf par la critique des faits et du capital lui-même.

COMMUNIQUE

Grenoble, lundi 28 Août 1972

JEAN MAX BERNARD, DIT MAX, A ETE EMBARQUE PAR LA LEGION.

oooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooooo

Après avoir purgé sa peine de prison (5 mois pour désertion et 6 mois consécutifs à la plainte de l'A.J.S.) , JEAN MAX BERNARD, DIT "MAX" , a été embarqué pour une destination inconnue aujourd'hui 28 AOUT alors qu'il allait quitter la prison de Bourgoin.

EN effet, ce matin à 8 H 30, MAX est sorti encadré de trois légionnaires (2 sous-officiers et un homme de troupe) et a été immédiatement embarqué dans une voiture civile (Ford escort de couleur verte, immatriculée 5098 RP 57) .

Il est évident que la vie de MAX est en danger . En effet, il lui reste encore plusieurs années à accomplir à la légion et on connaît le sort réservé aux déserteurs dans cette unité d' "élite". C'est pourquoi nous insistons pour que la plus large publicité soit faite à cette affaire.

Les amis de Max.

Le groupe "Ad augusta per angusta" auteur de la brochure "Lettre ouverte aux juges de Max", vient de recevoir ce communiqué. Nous le rediffusons immédiatement à tous les copains afin qu'ils soient informés, nous rappelons notre B.P. pour toutes correspondances:

LAURENS B.P. - 12-19 PARIS.

SABOTAGE ET CONTRE PLANNING

Les formes de lutte tendant au sabotage ou à la destruction de matériel (à la limite de machines) sont révélatrices de nouvelles formes d'organisation, si on admet que les sabotages du siècle dernier n'étaient que des actes individuels (ce qui n'est pas prouvé); en tout cas, elles ne sont révélatrices que de formes d'organisation des LUTTES et non de nouvelles formes de "l'organisation de la production". On peut prendre ses désirs de réorganisateur de l'économie pour LA réalité, mais dire que foutre le bordel dans une boîte c'est la "tentative des ouvriers de prendre en main eux-mêmes l'organisation de la production", c'est aussi puant (et plus dangereux) que les psychanalystes qui définissent, formulent les soi-disant motivations qui ont entraîné une action, une lutte; souvent celle-ci n'a rien à voir avec les raisons avancées par ces exégètes ("lutte organisée pour tenter de contrôler l'organisation de la production; sa manifestation sous forme de sabotage ne fut que d'importance secondaire"); de plus c'est vouloir donner un SENS à ces luttes, les diriger vers des buts opposés aux moyens employés; ce sens ("le contre-planning") va évidemment dans le même sens que les intérêts de notre contre-planificateur.

Une nouvelle forme de modernisme, quoi ...

Je pense que ce qui est primordial, c'est justement le sabotage, l'acte, le fait de saboter, quelles qu'en soient les raisons (l'un avancera le désir d'en finir avec les machines, un autre au contraire d'automatiser totalement la production, un troisième dira que c'est pour proposer des solutions organisationnelles à la production, un quatrième etc...) quant au sens de ces luttes, il ne peut être abordé que théoriquement (en n'oubliant pas que cette approche théorique correspond à nos intérêts de classe), donc par rapport au mouvement révolutionnaire : à savoir, le processus des luttes les plus radicales depuis de nombreux siècles, le sens que celles-ci ont pris depuis l'industrialisation et l'action qu'ont eue les multiples projets révolutionnaires (la théorie radicale).

Quelques mots en passant sur la théorie.

La théorie est le processus de subversion radicale du système capitaliste (la pratique théorique de Marx ou de Bakounine, notre pratique théorique ainsi que celle de nombreux illustres inconnus, fait partie de ce processus); la théorie prend racine aux racines du mouvement et est racine pour la continuation du mouvement par d'autres mouvements; elle est la

substance du projet révolutionnaire, à chaque fois de plus en plus réalisé, mais aussi à chaque fois à redéterminer; substance qui prend différentes formes historiques (selon les rapports de production); ce sont ces formes historiques d'organisation des luttes qui servent ensuite la contre-révolution (actuellement, les planificateurs d'une quelconque organisation économique, fût-elle conseilliste). Ces diverses formes historiques, pratiques, sont l'organisation immédiate des luttes, et deviennent substance du projet révolutionnaire (son contenu subversif), continuellement à redéfinir dans le processus de transformation du monde. C'est ce processus historique radical (les luttes repartant chaque fois aux racines du vécu, d'où le dynamisme de la théorie, ses VARIANCES) qui détermine peu à peu le projet du prolétariat, car il est le processus des formes de luttes les plus fondamentales; et c'est ce projet qui détermine peu à peu l'existence réelle du prolétariat, et non plus existence conceptuelle et magique.

C'est à la lueur du processus historique radical qu'il est intéressant de comprendre le sabotage (lutte partant aux racines du vécu), et non en lui donnant un sens positif par rapport au capital (contre-planning, double-pouvoir) ou en avançant que les sabotages "visent à rendre la journée de travail plus vivable" ou que "l'utilisation du sabotage n'était qu'un moyen de contrôle sur son propre travail".

Après les intellectuels et les bureaucrates, voilà les psychanalystes du prolétariat. Les ceuss qui savent le "pourquoi" des choses. "Moyen d'extorquer un peu plus de temps libre" "Cela met en valeur le sentiment que les horaires devraient être organisés par les ouvriers eux-mêmes" ... etc. etc. Ce qui est peut-être vrai d'ailleurs, mais parmi une infinité d'autres motivations, plus ou moins bien connues, et dont on n'a rien à foutre. Ce dont on a à foutre, par contre, c'est le sens que ça peut prendre, et c'est pourquoi il me semble important de dénoncer ceux qui détournent ce sens à leur profit, qui se l'approprient.

Un des points essentiels me paraît être l'inévitable séparation des buts et des moyens. Il est évident que le sabotage n'a pas comme unique finalité le sabotage en soi, mais n'empêche que c'est autre chose qu'un outil, qu'une technique au service d'on ne sait quel but pas très réjouissant; c'est, en fait, une forme de lutte, donc d'organisation de cette lutte, donc des rapports sociaux qui se transforment dans un espace-temps lui-même en transformation (on est loin des moments à grignoter, même si c'en est la manifestation immédiate. Faut voir plus loin que son bout de travail...). Expliquer le pourquoi du sabotage c'est le justifier, c'est dire : "on n'est plus des enfants, on sabote pas pour rien. On sabote pour "la transformation du jour de travail en une activité plaisante et réjouissante". Eh bien merde ...

Ces luttes sont effectivement allées plus loin que les luttes syndicales, mais dans le même sens que le syndicat; elles ont réussi là où il a toujours échoué (et échouera toujours): des méthodes de luttes appliquées à la journée de travail, au temps de travail, à la planification économique et au contrôle de la production; d'ailleurs cette participation effective à la production pendant un certain laps de temps fut balayée par le capital comme les augmentations de salaires par le coût de la vie; ce que je veux dire, c'est que le lien entre les sabotages du vécu productif et ensuite la reprise en main de l'entreprise par les travailleurs n'est pas très clair; pas plus clair que le lien entre une grève sauvage et les augmentations obtenues ensuite par l'intermédiaire du syndicat; je veux dire aussi que ce lien ambigu, pas très clair, a bien dû se manifester concrètement par des interventions de certains, par des propositions, des projets, tout comme les manifestations syndicales; ce qui n'est ni bien ni mal, ce qui semble avoir correspondu à la situation, ce qui était peut-être ce qu'il y avait de mieux à faire; mais qu'on ne me dise pas que des ouvriers qui ont tout fait pour bazarder leur boulot, pour "arrêter la machine", se mettent spontanément à réenclencher ce qu'ils ont commencé à détruire.

Des gens comme l'auteur du texte, des gens qui ont certainement potassé comment pourrait fonctionner une économie socialiste, ont dû intervenir pour essayer de continuer la lutte sous des formes les plus démocratiques possibles; mais, même si la situation s'y prêtait, ces gens ont amené la lutte sur leur terrain, leurs intérêts. Ce que j'essaie d'exprimer ici, c'est une sale impression, une impression de mensonge que j'ai eue en lisant le texte sur le contre-planning.

En un mot, non plus l'impression, mais la certitude que l'idéologie anti-syndicale conseilliste est actuellement plus dangereuse que le syndicalisme, car elle dépasse et réalise effectivement tous les projets du syndicalisme révolutionnaire.

"Chantons plus fort, camarades, pour oublier le bruit des machines" (Proletariat-Aspic in Le Semeur n°...).

M'intéresse seulement le "comment" du sabotage, et comment il se relie politiquement aux autres luttes, et c'est là qu'on découvrira peut-être un sens à des luttes qui visent au moins autant à détruire la journée de travail (et tout ce qui s'ensuit) qu'à la transformer sous des formes dont rêvent gauchistes et autres technocrates.

"Double pouvoir" "Rotation des tâches" "Contre-planning", voilà de quoi faire baver les syndicats ... Les retombées de la lutte décrite par l'auteur de l'article semblent effectivement justifier ce planificateur; mais une lutte ne se maintient pas indéfiniment à son niveau le plus radical; ça ressemble étrangement aux syndicats qui ne veulent pas aller plus loin que les revendications salariales sous prétexte qu'après toute lutte (grève

ou autre) on en vient toujours à ces revendications. Mais les syndicalistes, tout comme cet anti-syndicaliste au sujet des sabotages, oublie que l'organisation des luttes réelles, c'est l'organisation des rapports sociaux.

REPONSE

AU CAMARADE DE PARIS SUR
LA CRITIQUE QU'IL FAIT DE MARX ET
SUR D'AUTRES CHOSES

J'aurais bien voulu faire une critique globale de tout ce qui est dit dans ce discours mais n'ayant pas en main ses tenants et ses aboutissants je ne me livre qu'à une critique de ses dires sur la bureaucratie et des critiques qu'il fait à Marx, bien que le caractère confus et contradictoire m'empêche de cerner vraiment le problème.

1 - La bureaucratie n'est pas le fait du hasard et ne tombe pas du ciel, et est encore moins la volonté de quelques hommes.

La bureaucratie n'est possible d'abord et avant tout que dans des Etats où il y a (Mais laissons parler Marx puisqu'il est en cause) "des régimes despotiques, et l'unité de la société ne pouvant être l'oeuvre de tous et de chacun, aussi l'être spirituel de la société, c'est-à-dire son unité, sa conscience et sa volonté, devient la propriété privée de la bureaucratie: c'est à elle qu'incombe la défense et l'illustration du "spiritualisme de l'Etat", contre le "matérialisme" qui est censé régner dans la société civile. Or, une analyse tant soit peu sérieuse démontre que ce "spiritualisme" est solidaire de son contraire et qu'il se charge constamment en "matérialisme grossier". Face au "matérialisme" c'est-à-dire à l'inconscience qui est censée régner dans la société civile, la bureaucratie se présente comme l'unique dépositaire du SAVOIR et de la compétence, et son organisation hiérarchique se définit comme hiérarchie du Savoir. Or son Savoir est purement formel et "vide", et son esprit est le contraire de l'esprit. Le principe de la science est le libre examen, tandis que le principe de la science bureaucratique est l'autorité. L'esprit est liberté et spontanéité tandis que l'esprit de la bureaucratie est la routine mécanique. "L'Idéologie de l'autorité", "le culte de la personnalité" et l'obéissance passive", "monolithique". D'autre part la "Science" de la bureaucratie exige le maintien de la société dans un état d'inconscience et d'ignorance" etc. etc. (Critique de la Philosophie hégélienne du Droit Public).

Tout ce qui a été dit ci-dessus n'est-ce pas une critique des régimes totalitaires et bureaucratiques d'Etat ? et par là même du Léninisme, de la Russie Soviétique et de la Chine de Mao ? Donc, dire que Marx a été le

prophète du Capitalisme d'Etat est une erreur trop grossière pour la laisser passer sous silence.

Tout le long du texte d'ailleurs peu clair, j'ai l'impression que son auteur croit comme le croyait Hegel que c'est la conscience qui gère le Monde (le Capital) et non plus, comme il me semble exact, le contraire. Ce sont bien plutôt les rapports de production et les forces productives qui développent et rendent possible le passage des mains des uns aux mains des autres de ce pouvoir sur la production mais, au contraire de tout ce qui a pu se passer jusqu'à présent, c'est-à-dire jusqu'à l'avènement du Capitalisme, le problème qui se pose actuellement pour le prolétariat, c'est que celui-ci n'a pas pour tâche historique de prendre en main un quelconque Pouvoir mais bien de détruire tout pouvoir. Si pendant l'époque de la féodalité les futurs germes du Capitalisme existaient déjà et commençaient à s'étendre avec le capitalisme financier, sans toutefois avoir encore de DROIT le pouvoir d'Etat mais ayant déjà un pouvoir dans le processus purement économique et donc implicitement aussi sur la politique; dans le passage du Capitalisme au Communisme ces germes ayant un quelconque pouvoir aussi bien sur l'économie que sur la Politique n'existent pas et ne peuvent exister; il ne peut y avoir d'Ilot communiste dans une société qui est entièrement dominée par le Capital, et ceci parce que la Tâche du Prolétariat n'est pas de prendre en main le Pouvoir Politique ni de gérer le Capital ou même le Capital fixe, mais bien de le "détruire" en se détruisant lui-même en tant que force de travail et travail salarié. Même si le passage doit se faire par la prise en main des moyens de production tel que dans un premier stade.

2 - Les Syndicats et Marx ? Ceci n'est pas le véritable problème !

Le problème est que le rôle des syndicats à la fin du 19ème siècle, et ce jusqu'au début du 20ème, n'est aucunement le même que maintenant. Et cela le prosateur du texte ne le voit pas et pour la raison bien évidente qui est que pour lui le développement économique et celui du TRAVAIL n'entre pas dans sa ligne de compte. Les syndicats ne sont pas nés de la conscience de Marx mais bien de certaines conditions dans le développement du capital (moyens de production, machinisme) et donc dans le développement même du Travail salarié; et ils représentent bien l'expression des Travailleurs défendant leur force de Travail d'où l'importance que Marx leur a conférée. Si le P.C.F., les Trotskystes etc... se servent actuellement des textes de Marx sur les syndicats pour asseoir leurs idéologies ce n'est aucunement pour appliquer les théories de Marx dans leurs Mouvements Historiques, mais pour les figer, et ainsi plaquer quelque chose qui correspondait à une certaine nécessité (au siècle dernier) historique à un autre moment historique qui bien sûr n'est plus le même, et n'étant plus le même les syndicats

ne représentent plus la même chose mais sont exactement le contraire de ce qu'ils étaient alors. Au lieu de défendre la force de Travail ils idéologisent le travail d'une part, ce qu'ils ont de toute façon toujours fait, mais à un moment où le prolétariat commence à en faire la critique en acte; et d'autre part ils se rangent du côté du Capital (ce qu'ils ne faisaient pas alors!) et l'aident à son développement; et ceci parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement s'ils veulent continuer à exister. Je trouve la critique sur ce point sur le même terrain que les groupuscules ou le PCF, mais inversée: c'est-à-dire, au lieu d'approuver à fond, rejeter à fond.

Donc, si l'on veut critiquer Marx sur sa position vis-à-vis des syndicats, il faut aussi critiquer le mouvement Ouvrier dans lequel il était placé alors et ce qu'il représentait. Mais comment peut-on critiquer le mouvement ouvrier en tant que mouvement social? Qu'est-ce que cela voudrait dire ? Rien, absolument rien puisque celui-ci était totalement rattaché en tant que force de travail au Capital, à ses représentations idéologiques et politiques. C'est pourquoi le véritable problème n'est pas de critiquer Marx ou Machin ou le Mouvement Ouvrier, mais bien plutôt d'analyser la pratique et la conscience qu'avait ce dernier. Essayer de voir pourquoi le Mouvement Ouvrier était réformiste et autogestionnaire, (ce que nous avons commencé de faire dans Négation n° 1), pourquoi avait-il donc une vision seulement immédiate de sa pratique, etc. Voilà à mon sens le problème et le seul qui, souvent est soit escamoté, soit totalement ignoré pour ne laisser subsister que des aporismes et des critiques superficielles sans attache avec la réalité sociale. Attaquer Marx sur ce point c'est foutre des coups d'épée dans l'eau et ne pas voir la réalité de l'Etre du Capital et du Mouvement Ouvrier d'alors, leurs similitudes idéologiques et leurs dialectiques.

3 - De même sur le chapitre de l'économisme de Marx.

"Pour lui (Marx), la révolution sociale devait supprimer les entraves qui empêcheraient une plus grande production, elle devait libérer en quelque sorte les forces productives. Or, cette productivité de l'économie ne peut convenir qu'à la bureaucratie..."

D'abord Marx n'a jamais dit cela comme c'est rapporté là, et secundo je je vois pas où il y a philosophie là-dedans. Par contre Marx a dit que l'histoire des sociétés capitalistes a toujours été l'antagonisme entre les forces productives matérielles et sociales et les rapports de production. Et celui qui essaierait de me démontrer le contraire est soit un philosophe soit un curé; mais d'ailleurs les deux sont liés puisque la philosophie est le support de la religion, et les deux du Capital (en domination formelle).

Marx d'autre part n'a jamais dit que le problème du communisme était uniquement et seulement le fait que

les "forces productives devaient s'épanouir sans entraves"; mais bel et bien de détruire les rapports de production et le travail en tant que travail salarié, et donc par là même de détruire la loi de la valeur et bien sûr la valeur d'échange. Donc il n'a jamais dit (et je le répète pour ceux qui ont les oreilles "dures") que le Communisme serait d'augmenter la potentialité de la Production sociale; mais bien que cette potentialité arrivée à un certain stade de développement entre en contradiction avec les rapports de Production existants etc... et marchands, jusqu'à ce que dans une lutte pratique entre le Prolétariat et le Capital ceux-ci soient détruits ainsi que le Prolétariat, et bien sûr, ne l'oublions pas, le Capital.

"Dans le prolétariat pleinement développé se trouve pratiquement achevée l'abstraction de toute humanité, voire même de toute apparence d'humanité; dans les conditions de vie de la société actuelle, dans ce qu'elles peuvent avoir de plus inhumain. Dans le prolétariat, l'homme se trouve en effet perdu lui-même, mais il a acquis en même temps la conscience théorique de cette perte; ... c'est pourquoi le prolétariat peut, et doit nécessairement, se libérer lui-même. Or, il ne peut se libérer lui-même sans abolir ses propres conditions de vie. Il ne peut abolir ses propres conditions de vie sans abolir toutes les conditions de vie inhumaines de la société actuelle dont il incarne l'inhumaine condition. Peu importe ce que tel ou tel prolétaire, ou même ce que le prolétariat tout entier s'imagine être son but, momentanément. (Ceci est de moi. Et ceci se rapporte à la domination formelle du capital où celui-ci n'a pas encore pleinement dominé la communauté sociale et la communauté matérielle, et où le prolétariat a une conscience immédiate. Ce qui importe, c'est ce qu'il est réellement, et ce qu'il sera historiquement contraint de faire conformément à son existence. Son but et son action historique lui sont tracés de manière tangible, dans les conditions mêmes de sa vie comme dans toute l'organisation de la Société actuelle." cf. "La Sainte Famille").

Donc, dire que Marx a servi à ces "managers, politiciens, cadres etc." est une pure illusion de l'esprit lui-même pétri par l'être social qui s'y rapporte placé dans des situations de classes, et c'est bien ces situations de classes qui déterminent les individus, et non pas l'esprit et la conscience.

a) Si les idées de Marx sont mystifiées actuellement (surtout certains textes) par les idéologues et les politiciens ou le P.C.F., cela prouve bien que cela représente un réel danger pour eux, Non ? surtout actuellement.

b) D'autre part cette pseudo-Marxisation de certaines couches moyennes et intellectuelles est bien la marque du mouvement de prolétarianisation qui s'accroît. Mais, si les intellectuels n'ont plus rien à gagner (instituteurs,

professeurs, étudiants etc...) leur idéologie est purement Politique, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle leur prolétarianisation se fait plus vite, et se fait le plus ressentir dans leurs revendications actuelles; les cadres, managers, tous techniciens etc... eux ont encore quelque chose à gagner dans le Capital, d'où leur idéologie de l'autogestion, de la participation, qu'ils prônent en se servant de cette pseudo-marxisation; mais ils ne prennent dans Marx que ce que peut en dire un Seguy ou un Marchais sur l'idéologie du travail.

Ceci est aussi la marque qu'au niveau général des luttes en rapport avec les contradictions dans lesquelles se débat le Capital actuellement, quelque chose se passe, et qu'il y a bien une certaine "reconnaissance" latente entre ce qu'a pu dire Marx et la réalité sociale et le Prolétariat; et ceci n'est pas la volonté de quelques individus qui veulent idéologiser le prolétariat "à coup de textes politiques" bien que cela joue et doive jouer un rôle, mais est bien le fruit des luttes de classes actuelles et du mouvement vers lequel nous allons; en l'occurrence le Communisme ... ou alors la fin de l'humanité.

3.6.72

PUBLICATIONS

ANTI - INTOX : HOGREL - 25 Allée Camille Flammarion - 45 ORLEANS-02.

N° 6 Bulletin d'Informations locales qui se présente ainsi:

...Le rôle d'ANTI INTOX n'est pas de privilégier telle ou telle forme de lutte, telle ou telle stratégie: il est de se faire l'écho de toutes les manifestations concrètes de la lutte des classes...

... La contradiction principale n'est pas entre ceux qui font confiance à leur syndicat et les autres...

...L'analyse et l'information vont de pair: l'une complète l'autre...

...Nous nous efforçons de n'imprimer que des informations exactes. Si malgré tout, une erreur se glissait, nous demandons à en être informés afin de pouvoir la rectifier ensuite..."

LIAISONS (N° 16- B.P. 208-4000 LIEGE 1 BELGIQUE)

Grève du complexe de Tertre- Grève des femmes de Fakenham- Grève à Vittoria (Pays Basque)- Usine Michelin- Grève à Prayon-Engis - discussion sur les occupations d'usines.

Des critiques de LUTTE OUVRIERE cherchent à s'exprimer. Elles tendent à rompre le monolithisme de cette organisation, mais essayant de le faire de "l'intérieur" elles se heurtent à une hostilité violente de la bureaucratie de l'appareil. Cela montre les limites de l'entrisme opposant, à L.O., de l'entrisme, dans la C.G.T. ou la C.F.D.T. Chacun lutte pour "sa" démocratie. Puissent ces camarades touchés par la critique de la pratique de L.O. comprendre que toutes ces bagarres d'appareils n'ont rien à voir avec la lutte de classe. Pour ceux qui s'y intéressent on envoie photo-copie de deux tracts "Bulletin critique révolutionnaire" (juin 1972) et "Où en êtes-vous militants de L.O." (contre un timbre à 0f50).

d'un camarade de Paris: "J'ai devant moi la présentation du bouquin de Claude Lefort "Éléments d'une critique de la bureaucratie" Librairie Droz. Qui en fait une présentation critique? (C'est un recueil de textes des Temps Modernes, Socialisme ou Barbarie, La Brèche).- Seul inconvénient: son prix.

LABO-CONTESTATION: B.P. N° 24 - 69 Se FOY LES LYON N° 4- février 72 (3 frs).- bulletin et diverses brochures.

HOSTO ACTION 01- HOPITAL-HIERARCHIE N° 5 (Les Canuts- 19 Rue Burdeau - 69 LYON -1er) entièrement consacré à tous les visages connus ou moins des hôpitaux.

LIBERONS L'ECOLE - l'affaire HURST -brochure supplément à Politique Hebdo. 4 frs- Marc KRAVETZ 14 Rue de l'Odéon- 6ème - arsements: Jean Louis HURST - CCP 890-94 Paris .

ROSA LUXEMBOURG REFORME OU REVOLUTION
MARXISME CONTRE DICTATURE
(12 Frs).
CAHIERS SPARTACUS

CH. REEVE - LE TIGRE DE PAPIER sur le développement du capitalisme en Chine (Edition Spartacus) 9frs si commandé à ICO. - On demande une présentation critique.

INVARIANCE (N° 2- 2ème série- J. CAMATTE B .P. 133- 83 BRIGNOLES- 4 frs).

Sommaire: De la Révolution- Le travail, le travail productif et les mythes de la classe ouvrière et de la classe moyenne- Au-delà de la valeur, la surfusion du capital- De l'organisation- Aperçu sur les travaux ultérieurs.

NEGATION N° 1 " Le prolétariat comme destructeur du travail" (Alain Ajax n° rue de Valence, 5ème).
Qui nous sommes - définition des concepts.

I/ Vers les sommets de la préhistoire humaine:
Le capitalisme comme mode de production spécifique- domination formelle du capital- les représentations sociales du capital et du travail- le prolétariat comme classe de la conscience et l'idéologie- la transition (Révolution Russe).

II/ Vers la fin de la préhistoire humaine
Le procès de production spécifiquement capitaliste- la communauté matérielle du capital- la critique du travail et le mouvement du produit (mouvement extra-travail) -naissance du mouvement communiste -les vieux racketts politiques - les nouveaux racketts politiques (Potere Operaio)- quelques conclusions (le marxisme, l'anarchisme, les conseils, le mouvement, etc..)

Présentation par nécessité du texte qui suit et "Naissance du Mouvement radical"

Viennent d'être re-tirés (disponibles à la librairie la Vieille Taupe, 1 rue des Fossés St Jacques, Paris 5ème).

- LES LUTTES DE CLASSE EN CHINE BUREAUCRATIQUE de Pierre Brune, tiré de Socialisme ou Barbarie N° 24, qui complète utilement le livre "Le Tigre de Papier" déjà cité (voir ci-dessus).

- LES RAPPORTS DE PRODUCTION en URSS de Pierre Chauveau, tiré de Socialisme ou Barbarie N° 2- Mai-juin 1949, suivi en plus d'un texte écrit récemment par P. Guillaume sur "le mouvement révolutionnaire face à la question russe" qui amorce de façon intéressante une critique des positions de S. ou B. à partir de ce problème.

LES TEMPS MODERNES: N° 311-juin 1972- 6 frs dans les kiosques, ou 26 rue de Condé-Paris 6ème- numéro spécial sur "la Question Irlandaise" auquel ont participé des camarades d'ICO et d'ailleurs. Le sous-titre "I.I.R.A. fossoyeur de la révolution" montre bien que ce numéro s'écarte franchement de l'orientation générale des TEMPS MODERNES et sa parution provoquera certainement

des remous parmi ses lecteurs habituels. Il s'agit en fait d'un numéro "détourné" qui s'attaque à la mystification "anti-impérialiste" du "justo combat des minorités opprimées" et des "lutttes de libération nationale" qui permet d'escamoter une analyse précise des forces en présence et amène les gauchistes de tout poil à rejoindre, en France comme en Irlande (et ailleurs..) l'union sacrée du "soutien inconditionnel à I.I.R.A."

Bonmaire: "les jours de cette guerre" (impressions de la vie quotidienne en Irlande du Nord)- "les protestants" (les justifications idéologiques des "opresseurs")- "point de vue d'un protestant modéré" - "lettre ouverte aux américains d'origine Irlandaise" (première source de main d'oeuvre à bon marché pour le capitalisme américain, les Irlandais se sont réfugiés dans la politique de ghetto et le nationalisme sentimental)- "I.I.R.A.": la révolte populaire a été confiées par un appareil militariste qui la maintient dans l'impasse nationaliste- "La People's Democracy": du spontanéisme style "22 Mars" au léninisme et à l'apologie du socialisme national et de I.I.R.A., la banqueroute du mouvement qui fut à la pointe des luttes pour les droits civiques en 1968-69 - "La Gauche révolutionnaire en Irlande aujourd'hui": un membre de la P.D. en défend les positions- "La tradition révolutionnaire irlandaise" les avatars du nationalisme "révolutionnaire" depuis 1790- "La contre-révolution irlandaise" la révolution nationale irlandaise qui avait un potentiel progressiste aux 18è et 19è siècles, est désormais impossible; le capital est international et l'anti-impérialisme conduit à des solutions national-socialistes; la seule issue révolutionnaire pour le prolétariat Irlandais passe par le succès des luttes du prolétariat international, britannique en particulier.- "Archaïque et porteuse du communisme la lutte de classes en ULSTER": les oppositions du nationalisme irlandais traduisent les contradictions du capital en Irlande: deux bourgeoisies se disputent le droit de développer une économie condamnée au sous-développement par sa situation dans le capitalisme mondial.-

A SORTIR PROCHAINEMENT: (attendre pour commandes)

- l'Irrationnel en politique
- Tentative d'un bilan du Comité de Lutte Renault
- brochure sur l'exploitation du travail des handicapés
- l'Insurrection ouvrière de décembre 1970 en Pologne.
- ICO Liaison N° 9 (nouvelle rencontre avec SOLIDARITY
- Un bidonville en COLOMBIE -présentation Prochain ICO-

NON A L'ENCULADE SYNDICALE

NON A LA TRAHISON DU PCF

NON A UNE DIRECTION VENANT DES FACULTES

COMPTONS SUR NOS PROPRES FORCES

Pas un tract de plus n'ayez crainte. La langue des politicards c'est pas mon rayon. Tout ce que je veux c'est raconter. Raconter, gueuler tout haut la nouvelle enculade qui se prépare au dessus de nos têtes.

Moi aussi j'ai été de ceux qui disent: "Oh moi, la politique..." Et puis j'ai découvert ma force, notre force: mai 68. Et puis j'ai dégusté l'enculade: "Accords de Grenelle", comme tant d'autres. Comme tant d'autres toutes mes forces avec tout ce qui bouge: rien à perdre et tout à gagner! Faut dire que je suis pupille de l'assistance publique, un certificat d'études en poche j'ai gagné ma vie depuis l'âge de 14 ans.

JE SUIS MISE A LA PORTE, POURQUOI?...
C'EST LA FAUTE AUX INTELLECTUELS DE LA BOURGEOISIE QUI SE GLISSENT DANS NOS RANGS.

C'est sûr qu'au début de la lutte on avait besoin d'eux: à cet époque c'était leur établissement dans nos usines qui a permis l'éclosion de nos forces. Nos forces si bien endormies au ron-ron syndical.

Maintenant les choses ont changé. Impulsées, nos forces éparpillées appellent la coordination. Et cette coordination ne peut et ne doit se faire en aucun cas par l'intermédiaire des intellectuels de la bourgeoisie: vu leur origine de classe et les erreurs d'analyse qu'elle véhicule; en aucun cas nous n'admettrons le parachutage d'une direction intellectuelle!

Dans cette phase de la lutte, c'est seulement à titre personnel et non coordonné à une direction intellectuelle qu'il est permis à un intellectuel de la bourgeoisie de venir à l'école de la lutte dans les usines. Autrement qu'ils rentrent dans les facultés et les quartiers: dans cette étape de la lutte leur aide nous est plus utile dans les Secours Rouges. C'est maintenant à nous de prendre la relève.

DANS LES USINES, C'EST NOUS LES TRAVAILLEURS ET NOUS SEULEMENT QUI FERONT LA REVOLUTION.

Avec la bouche ils disent: "C'est aux travailleurs à prendre les choses en main." Parce que leur vie est ennuyeuse et qu'ils se sont trouvé un but avec nous, en réalité ILS NE VEULENT PLUS LACHER LE MORCEAU alors... POUR RALENTIR LA FIN DE LEUR REVE CONSCIEMMENT OU INCONSCIEMMENT D'AILLEURS ILS SONT MEME PRETS A FAIRE REPERER AUX CHEFS LES TRAVAILLEURS TROP CONSCIENTS QUI LES GENENT/ c'est ce qui m'est arrivé ainsi qu'à DEUX AUTRES TRAVAILLEURS. Pour donner tout son poids à ce témoignage, sachez:

1) Que je n'agis pas là par vengeance personnelle mais seulement pour désigner les dites personnes au contrôle des travailleurs avancés: ex-louloos comme moi retournés à la production; travailleurs émigrés; mecs des CET. et jeunesse ouvrière, on est seulement la frange. Et en aucun cas on acceptera de servir de courroie de transmission entre le Prolétariat et les groupuscules intellectuels de la bourgeoisie. Alors pour que ces travailleurs avancés ne subissent pas le même sort que nous, on est obligé de signaler le nom de ces mecs qui risquent de les faire lourder. Entre parenthèse de la vraie magouille la répression de nos maos intellectuels: s'y connaissent pour sûr; ça change un peu de nous avec nos gros sabots! Maintenant ils m'interdisent de travailler sur la zone, paraît. J'aurai ma raclée, paraît. Leurs grands cadres, Jacques de Billancourt et Vernier me l'ont dit. Et quand ils me dénoncent, ils disent à tout le monde que j'ai fait de la maison de correction: c'est vrai j'étais chômeur et maintenant je rebosse, sûr que c'est pas pour me refaire faire marron par une nouvelle pute de plus. Nous ce qu'on veut éviter c'est qu'ils nous tuent dans l'œuf.

2) Sachez que je me nomme et que c'est bien plus dangereux pour moi: moi j'ai pas fait de la taule pour du politique mais pour du droit commun. Je me nomme GUERRIERI, j'étais bobineuse à la SAVOISIENNE, atelier 560, usine Alsthom-Saint-Ouen. Là Catherine Daize, Serge Kaminski,

atelier rez-de-chaussée Savoisiennne, et André Bitton de l'usine Delle, tous trois sous la direction intellectuelle d'un cadre venu droit de la faculté, m'ont fait repérer politiquement par les chefs dès les premiers jours.

C'est toute paumée que j'en appelle à tous les travailleurs qui voient plus loin que l'enculade syndicale. A eux et à eux seulement de prendre désormais en mains nos comités de lutte. Sans leur accorder plus d'importance qu'ils n'en ont, évitons que ces nouvelles putes ne se constituent en parti avant notre heure.

Pour que, face à la bourgeoisie peinte en rouge, nous restions vigilants et commençons enfin à coordonner nos forces, CREONS NOS PROPRES COMITES DE LUTTE... et surtout

COMPTONS SUR NOS PROPRES FORCES

LES TRAVAILLEURS MAOS QUI NE VEULENT PAS D'UNE DIRECTION INTELLECTUELLE

OK. tout ce tract dans la gueule et vous, vous pigez plus. Patience. Tour de manivelle en marche arrière et remontons la situation:

Donc avant l'usine de l'Alsthom, fidèle à mon emploi, j'étais serveuse de cantine. Et coïncidence, serveuse à l'usine même de nos contacts en mai, Renault-Flins (faut dire que l'administration a ses failles et qu'ils ne m'avaient pas encore recoupée avec mon dossier!). Là-bas, vu le grand nombre de travailleurs, impossible de trouver une piaule. Quant à moi, je préférerais y camper plutôt que d'accepter l'hospitalité du groupuscule « Gauche Prolétarienne ». Faut dire que je les connaissais déjà... les fines mouches! Ça vous héberge comme ça et, doucement, ça vous file sa becquée, la « G.P. »... parce que, causons-en, combien de nous, « louloos », dorlotés par l'occase, y ont perdu les couilles. Dans leurs mains.

Bref, bref, un beau jour (exactement quinze jours après), le fichier central me recoupe, me revoilà lourdec, alors là, s'il vous plaît, la « G.P. » me contacte. Un « grand » à eux de leur bureaucratie. Jacques de Billancourt, il s'appelle. Fonctionnaire de la « révolution », ce grand cadre en son temps a lâché sa petite crotte sur l'usine Billancourt et depuis, empoussiéré de responsabilité en responsabilité, parce que de l'exploit tire sa noblesse (Jacques de Billancourt), Monsieur ne travaille plus.

Ainsi donc Jacques de Billancourt me suggère de me coordonner avec la direction « G.P. »; je refuse, et il m'est refait le coup du dossier: « caractérielle, anarchisante, indésirable ». A l'usine Alsthom, ça m'a précédée. Déjà, et sans me connaître, ils m'avaient dans l'œil ces intellectuels déguisés « ouvriers »... les « établis »!

Mais quand j'arrive à l'usine Alsthom, pardon si ça me console un brin, on s'y retrouve la pagaille en érection nous autres les « caractériels ». Deux ex-louloos plus quatre immigrés, d'avoir été exhibés pour en attirer d'autres, ça fait mal quand ça se réveille...

Comité de lutte, ici on connaît pas mais ce qui s'y mijote pour sûr ça se veut autonome. Alors après les syndicats, les partis et les blabla, c'est l'« établi » qu'est débordé. Mais ça, ça se peut pas. Ils sont arrivés, se tenant par la « ligne », en renfort, les « politisés » de la faculté; nous ont balancé: « Eh les gars! si on faisait un "comité de lutte" ». Alors on a dit: « Merde, nous, l'appellation on s'en fout. Notre truc est déjà en marche. » Alors ils ont embobiné un mec des Collèges d'Enseignement Technique, nous ont chouravé notre initiative et sont devenus en un tour de main seul détonateur, la cause du peuple, fer de lance de la lutte. Ah les salopes! ils nous ont dit: « Vu que vous faites pas parti de l'organisation, prenez le pas en mal, la première réunion on va la faire avec les "établis". Pour vous, demain, y en aura une deuxième. »

Sûr, nous l'affirmaient aussi « le contrôle aux travailleurs »; ils répétaient par ailleurs: « Mesure de sécurité les gars, on est des clandestins. Demain, pour vous, réunion y en aura une deuxième. » Faudrait pas nous prendre pour des cons, « Camarades »...

Mais cons, on l'a été quand même. A discuter bruyant comme ça sur le boulot avec eux, tête baissée dans le panneau, c'est qu'on s'est fait virer. Avant moi, y a eu les deux potes repérés à la machine. Parce que, pour ceux qui auraient des doutes sur l'entourloupe, dans mon giron, il y a plus d'une précision. Certes, la façon est bien plus fine: pas tous des salopes à la « G.P. ». Bien plus

fort : chez eux, ils ont leurs propres victimes, mais sur ça je m'étalerai tout à l'heure. D'abord finir de vous affranchir sur ce qui m'est arrivé.

Dans mon atelier, y a une de ces (comment dirai-je) troisième sexe. Une de ces « mouvement de libération de la femme »... mais oui vous savez bien, d'elles on a beaucoup à apprendre nous autres les libérées par force, à force de travailler... et quand on leur dit : « Moi, je me bagarre à côté de mon bonhomme et non pas contre mon bonhomme, mais contre un système : les bourgeois ont la machine, ils font passer leur conception de la femme; donc pas la charrie avant les bœufs. » Alors là mes amis... c'est qu'on a rien compris. Elles s'en vont nous rééduquer les « troisième sexe » du décontracté de la fringue. Y a décontracté et décontracté, le leur ça vaut cher. Même que ça me fait gros sur la patate avec leurs bottes de 30 sacs et leurs moumouttes de 60... J'encaisse leur élégance sur ma robe à trois sacs, mon « Tati Rochechouart » pour mettre en valeur mes rondeurs...

Ce tract et le passage qui suit sont extraits d'un livre paru à compte d'auteur aux éditions Champ Libre: LES MAL BARRES de Marie Minois.

Par sa nature le tract ne nous donne pas de moyens de vérification des faits qu'il dénonce. Il procède par affirmations, jugements moraux et mots d'ordre. Il n'y a aucune analyse du processus par lequel les dirigeants maos en seraient arrivés à faire foutre Marie Minois à la porte.

Toutefois il faut remarquer que sa compréhension par les ouvriers à qui ils s'adressait ne dépend pas de cette absence d'analyse. Il a pu très bien être saisi par eux si les conflits avec la direction de l'usine et les magouilles de la direction maoïste sont apparus au grand jour, qu'ils aient été discutés publiquement ou non. Bien entendu des débats éventuels entre les ouvriers au cours de ces incidents sont un élément favorisant la compréhension du tract. Mais on peut prétendre aussi bien que sa distribution a pu déclencher ces débats et permettre le dévoilement de la véritable pratique de la GP. Bref tout cela n'est que conjecture puisque l'auteur ne fournit que peu d'informations, dans le genre de celles qui se trouvent dans le texte qui suit.

Ce tract procédant comme nous l'avons déjà dit par affirmations sans preuve, jugements moraux et mots d'ordre est typique des maoïstes et des staliniens; mais s'ils utilisent ce genre de littérature c'est parce qu'elle correspond en partie au langage parlé des ouvriers.

Les ouvriers ont généralement ce genre de langage immédiat et parlé (non analytique). C'est ce langage que les intellectuels maos reprennent politiquement et par écrit pour coller à la réalité immédiate de la condition ouvrière. Mais ce qui est dans le premier cas compréhensible immédiatement pour tous les autres ouvriers dans une situation précise et vécue, devient "incompréhensible" traduit par écrit du fait du manque d'analyse spécifique à ce type de langage immédiat.

Le langage politique des maoïstes destiné aux ouvriers se résume donc en une suite d'exhortations (à la violence, à la dénonciation, etc.) et de slogans où le verbe dépasse le contenu, ce qui a été la caractéristique des révolutions passées (bourgeoises notamment) qui ont été essentiellement politiques, au sens d'accession d'une classe au pouvoir. Alors que la révolution prolétarienne ne peut, par définition, faire naître une nouvelle classe dominante, mais détruire la société de classes, ce qui implique le dépassement par le prolétariat de son langage immédiat, non analytique (sa conscience immédiate) et son accession à la

conscience historique de sa "tâche". En ce sens le contenu des luttes prolétariennes, à un certain niveau, dépasse la phrase.

Les maoïstes en reprenant ce langage et cette conscience immédiate et en les intégrant à leur ligne politique montrent clairement le contenu de leur pratique: ce qui est aujourd'hui un pur réformisme contre-révolutionnaire (même plus un tant soit peu progressiste): l'organisation politique du capital. En reprenant à leur compte, et politiquement, le langage oral des ouvriers qui traduit leur perception limitée des rapports sociaux, les maoïstes renforcent ce phénomène qui est un des fondements du réformisme.

Marie Minois rompt avec la direction des intellectuels à l'intérieur de l'usine et en cela elle rompt avec le léninisme, mais ensuite elle réintroduit la démarche maoïste dans la mesure où elle confie aux intellectuels la fonction de s'occuper des secteurs extérieurs à la production où ils "serviront" les ouvriers, ce qui en fait leur laisse le pouvoir politique même si dans son esprit les écarter des usines c'est les écarter du champ de la révolution.

De plus son maoïsme ne s'arrête pas là; car elle distingue les "travailleurs avancés" (ex-loulous, travailleurs émigrés, mecs des CET et jeunesse ouvrière) des autres. Remarquons au passage que cette définition correspond à ce que la GP désigne comme la "gauche ouvrière". En déterminant un clivage qui passe par des catégories sociales à l'intérieur de la classe ouvrière elle fige en une avant-garde les ouvriers qui se trouvent à un moment donné à la pointe des luttes mais qui n'appartiennent pas forcément aux catégories précitées.

Mais le rôle qu'ils remplissent à un certain moment ne provient pas d'une stratégie pré-établie (le rêve de tous les bureaucrates) qui, si elle pouvait exister, "légitimerait" l'avant-garde. Cette situation en pointe des luttes est en réalité fonction du développement d'un processus en grande partie contrôlé et fluctuant: la lutte de classe dans son rapport au développement du capital.

TEXTES DE BASE DISPONIBLES: (diffusion par ICO)

- REPONSE A LENINE (A.Gorter - 4frs).
- LENINE PHILOSOPHE (collection des Cahiers Spartacus - A.Pannekoek - 5frs).
- PANNEKOEK et les CONSEILS OUVRIERS (S.Bricianer Editions E.D.I. - 13 frs).
- THE BOLCHEVIKS and WORKERS CONTROL (en anglais brochure de Solidarity - 4 frs).
- CONSEILS OUVRIERS et UTOPIE SOCIALISTE (Cahiers de discussion pour le Socialisme de Conseils - 4 frs).
- LES ORIGINES DU GAUCHISME (R. Gombin - prix réduit si commande à ICO).
- INTEGRATION CAPITALISTE et RUPTURE OUVRIERE (P. MATTICK - 20 frs).

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES

Correspondance: P. BLACHIER -
13 bis Rue Labois-Rouillon, PARIS-19è
Pour tous contacts ou participation aux réunions, écrire préalablement.

Abonnements: UN AN - 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés):
24 frs (France) - 30 frs (étranger)
50 frs par avion-

Versements: I.C.O. c.c.p. 20 147-54 PARIS